

Annexe A: Rapport d'experts :

Mesures à la disposition de la Cour pénale internationale pour réduire la longueur des procédures

Table des matières

I. Introduction	2
II. Les longs procès internationaux	3
III. Observations générales	4
Quelques facteurs objectifs ayant une influence sur la longueur des procès de la CPI	4
Expérience des tribunaux ad hoc	4
IV. Phase de l'enquête	5
Stratégie d'enquête	5
Principe d'objectivité	6
Enquêtes	7
Saisie de documents	8
Politique d'accusation	8
V. Phase préliminaire et phase de préparation du procès	10
Contrôle judiciaire des préparatifs de confirmation des charges	10
Audience de confirmation	10
Communication entre les parties	10
Mesures préparatoires pour accélérer les procédures	11
Divulgaration de renseignements	11
Divulgaration de certains éléments par la défense	12
Accès au dossier par les juges	12
Requêtes et appels interlocutoires	13
Changement de conseil	14
VI. Le procès	15
Les procès concentrés	15
Limites de temps pour la présentation d'une affaire à l'instance	15
Types de décisions	15
Règlement judiciaire	17
Admissibilité des éléments de preuve	17
La preuve par déposition des témoins	18
Déclarations et témoignages écrits remplaçant les témoignages oraux	18
Les témoins généraux	20
Certains documents constituant des éléments de preuve	20
Constat judiciaire	21
Déclaration de l'accusé sans prêter serment	21
VII. Participation des victimes	21
VIII. Procédures d'indemnisation des victimes	22

I. Introduction

1. Les procès devant les Tribunaux *ad hoc* de l'ex-Yougoslavie et du Rwanda se sont avérés longs et ont entraîné d'importantes implications budgétaires.
2. La CPI bénéficiera de leur expérience. Cependant, à certains égards, le cadre procédural de la CPI diffère du droit de ces tribunaux. Il est donc probable que les pratiques procédurales de la CPI et des Tribunaux *ad hoc* seront différentes.
3. Afin de faire face à ce problème, en octobre 2002, le Directeur des Services Communs de la CPI a engagé un processus consultatif parmi un petit groupe d'experts. Ce groupe avait été invité à présenter aux plus hauts responsables de la Cour, au moment de leur entrée en fonction en mars 2003, certaines réflexions sur les mesures à disposition de la Cour afin de réduire la longueur des procès ainsi que celle des phases préliminaire et de première instance.
4. Les membres de ce groupe, cosignataires de ce rapport informel, sont :
 - Monsieur *Håkan Friman*, ancien juge
Ministre suédois de la justice, ancien membre de la délégation suédoise pour la création de la CPI ;
 - Monsieur *Fabricio Guariglia*,
Avocat d'appel au Bureau du Procureur du TPIY; ancien membre de la délégation argentine pour la création de la CPI ;
 - Monsieur *Claus Kress*,
Université de Cologne, ancien membre de la délégation allemande pour la création de la CPI ;
 - Professeur *John Rason Spencer*,
Université de Cambridge, spécialiste des procédures pénales et du droit comparé ;
 - Monsieur *Vladimir Tochilovsky*,
Avocat de première instance au Bureau du Procureur du TPIY, ancien représentant du TPIY à la Commission Préparatoire pour la création de la CPI.
5. Le présent document comporte également des commentaires des spécialistes suivants sur un projet antérieur préparé par les membres du groupe :
 - Monsieur *Tor Aksel Busch*,
Directeur Général du Ministère Public, Norvège ;
 - Professeur *Antonio Cassese*,
Professeur à l'Université de Florence, ancien président du TPIY ;
 - Monsieur *Christopher Keith Hall*,
Directeur du Programme Justice Internationale, Amnesty International ;
 - Monsieur *Russell Hayman*,
Latham&Watkins, Los Angeles, ancien Avocat de la défense pour le Général Tihomir Blaškić devant la Chambre de première instance du TPIY ;
 - Monsieur *Geoffrey Nice QC*,
Avocat de procès principal, TPIY ;
 - Professeur *Thomas Weigend*,
Université de Cologne, spécialiste du droit pénal international et des procédures pénales internationales.

Les spécialistes suivants ont été invités à émettre des observations. Cependant, à la date de la mise au point du présent document, aucun commentaire n'avait encore été reçu sur le projet :

Juge *Maureen Harding-Clark**,

Professeur *Mireille Delmas-Marty*,
Université Paris I (Panthéon-Sorbonne);

Juge *David Hunt*,
Juge de la Chambre d'appel du TPIY;

Ancien Juge *Patricia Wald*,
Ancien Juge au TPIY.

II. Les longs procès internationaux

6. Naturellement, plusieurs motifs plaident en faveur des procès rapides. Outre l'intérêt général d'apporter une réaction rapide aux crimes, l'écoulement de temps peut résulter dans la perte d'éléments de preuves -à charge et à décharge. Ainsi, les procédures longues peuvent avoir un effet négatif sur la confiance du public tout comme sur les droits des accusés et des victimes. Pour l'accusé, le fait d'être jugé sans retard excessif est une question de droit à la fois aux termes du Statut (article 67-1(c)) et au regard de tous les principaux instruments juridiques internationaux et nationaux en matière de droits de l'homme. Il ou elle ne devrait pas garder l'incertitude sur son sort pendant une période excessivement prolongée, tout en devant dans un même temps faire face à divers handicaps normalement associés aux procédures pénales. Les effets négatifs sont particulièrement pertinents si l'accusé est privé de liberté ou limité par d'autres restrictions. Le Procureur est dans l'obligation de respecter tous les droits des personnes prévus aux termes du Statut (article 54-1(c)), tandis qu'il est demandé aux Chambres, de garantir entre autres le caractère équitable et diligent du procès dans le respect intégral des droits de l'accusé (article 64-2). En conséquence, des procès rapides -aussi bien aux termes du Statut que dans la pratique- sont de la plus haute importance.

7. Afin d'évaluer si des procès se déroulent avec une diligence suffisante, une forme de norme objective est nécessaire. Cependant, il est difficile d'en trouver une attendu que chaque procès est différent et doit donc faire l'objet d'une évaluation séparée. En effet, si cinq ans peuvent être considérés comme acceptables pour une affaire donnée, deux ans peuvent apparaître comme excessivement longs pour une autre. Nous n'avons donc pas essayé d'établir une norme spécifique sur une conclusion générale selon laquelle l'on peut légitimement attendre que des procès pénaux internationaux durent plus longtemps que la plupart des procès nationaux. Une comparaison avec ce qui peut être considéré comme acceptable dans un contexte national n'est donc que d'usage limité comme ligne directrice. Ceci mis à part, il est cependant question d'un besoin de garantir l'encadrement des procédures et leur application de manière à stimuler autant que possible la rapidité sans que ceci ne porte préjudice à d'autres intérêts fondamentaux garantis par le Statut ou ne soit une cause de conflit avec eux.

* Le juge Maureen Harding-Clark a été élue juge à la Cour pénale internationale après avoir été invitée à donner ses commentaires. Elle était alors en contact direct avec le coordinateur du projet.

III. Observations générales

Quelques facteurs objectifs ayant une influence sur la longueur des procès de la CPI

8. Attendu que les crimes internationaux impliquent nécessairement des atrocités commises à une échelle massive, la justice pénale internationale est confrontée à des affaires plus étendues et plus complexes que la plupart des affaires nationales. Tout particulièrement, il sera nécessaire d'interpréter et d'entendre des centaines de témoins, tandis que des volumes considérables de documents constituant des éléments de preuve devront être traduits et évalués. Cette complexité se trouvera multipliée à chaque fois que plusieurs conflits ne sont pas traités de manière simultanée.

9. Plusieurs des différences existant entre les droits de la procédure des deux Tribunaux et la CPI pourraient avoir une influence sur la longueur des procédures de cette dernière. Parmi ces différences, citons en particulier les droits procéduraux étendus de contester la recevabilité des affaires en vertu du principe de complémentarité (articles 17 to 19), l'étendue de l'enquête (article 54-1), l'audience de confirmation (article 61), la participation des victimes aux divers stades de la procédure (article 68-3) et la nécessité de pourvoir à des procédures de réparation (article 75).

10. Le régime de récusation des juges (article 41-2, règle 34-1), combiné au régime d'affectation plutôt rigide des juges aux différentes sections (article 39-3/4) réduit le nombre d'options disponibles au président pour accélérer les procédures. En outre, la présence de tous les juges de la Chambre de première instance est strictement requise [à chaque phase du procès] (article 74-1).

11. Compte tenu de tous ces facteurs, la conclusion de certains procès peut demander des années si les affaires déférées à la Cour le sont en l'absence de procédures efficaces. En effet, de telles longueurs de procédures ne sont pas inconnues, même dans les systèmes juridiques nationaux, où des affaires récentes relatives à des crimes de guerre commis pendant la seconde guerre mondiale ont soulevé plusieurs questions pratiques du même type que les procès des Tribunaux *ad hoc*, ce qui était encore compliqué par le fait que les événements jugés avaient eu lieu voilà plusieurs décennies.

Expérience des tribunaux ad hoc

12. Dans l'expérience des Tribunaux, spécialement à la phase initiale de leur fonctionnement, certaines procédures se sont révélées particulièrement longues et lourdes, impliquant des enquêtes interminables, des amendements considérables des charges après confirmation de l'accusation, un nombre important de requêtes préliminaires et préalables au procès, des questions de divulgation, des problèmes d'exclusion de preuve nonobstant un régime généralement libéral, basé sur la présomption que la preuve devrait plutôt être évaluée lors du procès que testée sur sa recevabilité et de longs procès comportant des accusations et des éléments de preuve étendus. Un des motifs de base sous-jacents à cette situation, et donc aux retards, réside dans l'incertitude existante quant aux modalités de fonctionnement du régime procédural. Une autre cause de retards -et de soucis concernant l'équité et la précision- réside dans le grand besoin de traductions et d'interprétations et dans la dépendance à leur égard. L'incertitude tout comme les problèmes de langues se feront également sentir dans les procès de la CPI et il devra y être remédié dans la mesure du possible.

13. Plusieurs mesures ont été prises afin de favoriser la diligence des procès, telles que celles visant à simplifier les affaires (réduction du nombre des crimes, réduction du nombre de témoins et encouragement de la collaboration) et d'accompagner les participants et les procédures (contrecarrer les tactiques dilatoires et de non-collaboration et améliorer le

contrôle judiciaire). Il a été tenu compte de mesures de procédure de ce type dans la préparation de ce rapport.

14. Cependant, d'autres limitations affectant le procès, particulièrement au regard des ressources humaines et autres (telles que le nombre de juges, les salles de tribunaux, les équipements techniques, les systèmes de gestion du tribunal, les outils de recherche, les budgets de voyages etc.) tombent en dehors du domaine de cet article. Les problèmes relatifs à l'organisation, tels que la coordination entre les divers organes de la Cour ont également été abordés dans la mesure où ils sont directement liés aux questions qui nous intéressent.

15. Une mesure à disposition des Tribunaux mais qui n'a pas été utilisée dans la pratique est la possibilité pour une Chambre d'exercer ses fonctions dans un autre lieu que le siège du Tribunal. Dans certains cas, la Cour peut également siéger dans un autre lieu que son siège (articles 3-3 et 62, et règle 100). Il serait bon d'étudier si une telle mesure pourrait produire des procédures plus diligentes (et d'autres effets positifs) en raison par exemple d'une plus grande proximité des témoins et des lieux des crimes.

IV. Phase de l'enquête

Stratégie d'enquête

16. Compte tenu de la limitation des moyens d'enquête et de poursuites du Bureau du Procureur et du domaine d'enquête étendu résultant de l'article 54-1(a), il est possible que le Procureur ne puisse pas enquêter sur chaque incident découlant d'une situation unique ou de poursuivre chaque auteur. Il est essentiel de réviser chaque nouvelle enquête potentielle à l'aide d'une série de normes rationnelles qui permettront le triage effectif des ressources du Bureau du Procureur.

17. L'article 53-1(c) permet au Procureur de décider de ne pas ouvrir d'enquête lorsque ceci ne sert pas les intérêts de la justice. Aux termes de l'article 53-3(b) et dans le respect des règles 109 et 110, la Chambre préliminaire peut, de sa propre initiative, revenir sur une telle décision. Ce pouvoir de révision peut créer des problèmes car les auteurs du Statut et du Règlement n'ont donné pratiquement aucune définition du terme « *intérêts de la justice* » et ont négligé de définir les domaines de compétence respectifs des pouvoirs du Procureur et de la Chambre préliminaire avec une réelle précision.

18. Il est fortement désirable de spécifier les critères généraux de sélection des affaires dès le début des activités de la Cour. Un énoncé clair de la politique de poursuites, donné dans l'abstrait, pourrait éviter que le public ne nourrisse des attentes irréalistes et empêcher toute apparence de parti pris politique dans certaines affaires. Une déclaration de la politique de poursuites dès le début de la procédure pourrait aider à éviter une accumulation de suspects non prioritaires.

19. Une approche de coopération entre le Procureur et l'ensemble des juges au regard d'un accord rapide sur les normes générales de poursuites mérite d'être envisagée. Cette approche semble préférable à celle qui consiste à laisser la tâche de discuter cette question avec le Procureur au Président et aux Vice-Présidents aux termes 38 de l'article 4 du Statut.

20. Gardant à l'esprit la longueur du procès, il est important que les normes standard convenues énoncent des priorités claires quant au nombre d'affaires soumises à la Cour. Ceci pourrait être réalisé entre autres en se concentrant principalement sur les auteurs occupant des positions de leadership (politique, militaire, policier etc.) et sur les suspects associés à des crimes d'une gravité particulière. Plus le seuil sera bas et plus le nombre de suspects devant faire l'objet d'enquêtes augmentera et, avec lui, les conséquences sur les

ressources limitées de la Cour. Il ne faut pas perdre à l'esprit que le matériel des enquêtes de la CPI relatif à d'autres auteurs potentiels peut être mis à disposition pour des enquêtes et des poursuites à l'échelle nationale.

21. La traduction de normes abstraites de la politique de poursuites en une stratégie d'enquête dans des situations concrètes devrait incomber au Procureur, dans sa décision en vertu de l'article 53-1(c). Si les juges décident d'exercer un pouvoir parallèle dans le cadre du mécanisme de révision prévu à l'article 53-3(b), leur impartialité pourrait être réputée compromise. De plus, une multiplicité des politiques de poursuites originaires de divers organes de la Cour pourrait s'avérer autodestructrice et conduire à la paralysie. La Chambre préliminaire devrait donc éviter toute interférence excessive avec la politique d'enquête concrète du Procureur et devrait plutôt se limiter à garantir que cette politique ne tombe pas manifestement en dehors du cadre des normes abstraites et ne souffre incontestablement pas d'inconsistances.

Principe d'objectivité

22. En vertu de l'article 54-1(a), le Procureur est tenu d'enquêter à la fois sur les circonstances à charge et à décharge afin de vérifier s'il est question d'une responsabilité pénale aux termes du statut. Bien que ceci entraîne une charge considérable pour l'accusation, une telle enquête objective a également le potentiel de réduire la longueur des procès.

23. Dès le début, le Procureur pourrait envisager d'émettre des directives sur les modalités de fonctionnement de ce principe d'objectivité. Correctement menée, une enquête objective avec une certaine forme d'implication de la défense a pour potentiel de réduire le champ de poursuites et le nombre de charges, et, en conséquence la longueur du procès. Plutôt que de se limiter au choix entre le retrait ou la modification des charges à un stade ultérieur de la procédure, ceci pourrait être également fait avant que toute charge ne soit déposée. Ainsi, le Procureur et le suspect pourraient avoir un intérêt commun dans une communication équitable dès le début du procès.

24. La coordination de l'enquête de la défense avec l'enquête du Procureur peut, dans une certaine mesure, réduire le contraste entre « les affaires de l'accusation et de défense » préparé au stade de l'enquête. Ceci pourrait à son tour contribuer à une présentation moins contradictoire -et, partant moins dévoreuse de temps – des éléments de preuve au stade du procès.

25. Sans doute, une telle coordination pourrait encourager des accords relatifs aux éléments de preuve aux termes de l'article 69 et, dans certains cas, même une « proposition commune » telle que visée à l'article 65-5.

26. La participation informée de la défense peut, dans certains cas, justifier le « transport » des éléments de preuve recueillis au stade de l'enquête au stade du jugement conformément à la règle 68(a) (voir également règle 112-4). La coordination envisagée dans ce cas impliquerait la présence à la fois du Procureur et du suspect ou de la défense lors de certaines mesures d'enquête, la réception par le Procureur de requêtes de prendre des mesures d'enquête émanant du suspect ou de la défense et la demande de l'opinion du Procureur dans les cas prévus à la règle 116-2.

27. Dans ce contexte, l'on peut envisager d'accorder au suspect ou à la défense la possibilité d'étudier tout ou partie du dossier de l'enquête avant le stade de divulgation lorsque ceci ne compromet pas la réussite de l'enquête, ne concerne pas les informations confidentielles et ne compromet pas les intérêts des témoins et des victimes tels que protégés par l'article 68 du Statut. Alors qu'un tel accès à l'information n'est pas prévu par le Statut ou par le Règlement, il peut permettre d'obtenir une collaboration et de réduire le temps de préparation pour les parties. L'accord ou le rejet d'un tel accès devrait être décidé au cas par cas par

le Procureur. Une approche prédéfinie, basée sur un principe pourrait aider de telles prises de décision.

28. Il est à noter que la question de savoir si les activités de poursuites et de défense devraient être coordonnées est une question ouverte. Il est clair qu'une telle coordination est possible. La défense, en particulier, peut demander au Procureur de prendre certaines mesures d'enquête. En statuant sur une telle demande, le Procureur devra dûment considérer son obligation aux termes de l'article 54-1(a) d'étudier également les circonstances à charge et à décharge. D'autre part, la défense conserve en principe le droit d'adopter une stratégie d'enquête propre. En particulier, il ne peut lui être demandé de s'en remettre exclusivement aux activités d'enquête du Procureur, malgré leur objectivité nécessaire. Il existe cependant deux limitations possibles à la liberté d'action de la défense. En premier lieu, la Chambre préliminaire peut demander l'avis du Procureur avant d'honorer une demande de la défense en vertu de l'article 57-3(b). À ce point, le fait d'entendre le Procureur peut permettre de gagner du temps, particulièrement lorsque celui-ci a mené des enquêtes dans la même direction. Dans un même temps cependant, ceci pourrait donner au Procureur une certaine intelligence de la stratégie de la défense. En second lieu, la défense devra impliquer le Procureur à chaque fois qu'elle désire faire usage de la « fonction de transport » de la règle 68-1.

29. Nous faisons cependant observer que dans plusieurs situations, il ne sera pas question de « défense » en position d'intervenir un stade précoce de la procédure, soit parce que personne n'a encore été désigné comme suspect ou accusé, soit parce que la personne concernée n'a pas encore été arrêtée ou n'a pas encore fait l'objet d'un mandat d'arrêt en vertu de l'article 58 du Statut. Ceci laissera la définition de ce qui pourrait constituer des « circonstances à décharge » à l'entière discrétion du Procureur. Il est donc souhaitable que le Procureur explique, dans le cadre de sa politique de poursuites, la manière dont il entend aborder ce sujet et la manière dont il considère que ce principe devrait fonctionner dans la pratique.

30. Apparemment, le principe d'objectivité n'est pas limité à la seule enquête mais s'applique également à l'ensemble de la procédure. Par exemple, aux termes des articles 81-1(b) et 84-1, le Procureur est autorisé à interjeter appel d'un jugement et à introduire une requête en révision au nom d'une personne déclarée coupable. En conséquence, le principe d'objectivité aura également un effet sur la date à laquelle les poursuites doivent être divulguées, et peut particulièrement s'étendre au devoir de divulgation d'informations à décharge jusqu'au stade de l'appel (comme ceci est le cas en vertu de la jurisprudence établie de la Chambre d'appel du TPIY).

Enquêtes

31. Les juristes ayant une expérience du procès devaient être impliqués dans les enquêtes dès le tout début de la procédure.

32. Une enquête ciblée et axée sur le procès, soutenue par une stratégie de poursuites nettement définie, pourrait limiter le champ de l'enquête. Bien que d'autres arguments puissent plaider en faveur d'une recherche historique plus étendue sur le conflit concerné, des études de ce type peuvent coûter beaucoup de temps et être très onéreuses.

33. En règle générale, afin de réduire l'enquête post-accusation, une affaire devrait être prête à être jugée au moment où les charges ont été confirmées. En particulier, dans la mesure du possible, le Bureau du Procureur devrait préparer le matériel destiné à être utilisé pour la divulgation lors du procès, la liste des témoins potentiels et les pièces du procès, ainsi qu'un dossier préliminaire.

34. Bien que le statut de la CPI confie au Procureur la responsabilité première de l'enquête, les Chambres préliminaires ont également été investies d'un rôle dans le processus d'enquête.

35. Se servant des pouvoirs qui leur sont octroyés aux articles 56-3 et 57-3(b), les Chambres préliminaires peuvent également apporter une contribution à des procès plus diligents. En outre, il serait bon d'étudier si les pouvoirs conférés aux termes des articles 56-1 et 2 et des règles 47-2, 68, 86 et 112-5 peuvent faire l'objet d'une interprétation suffisamment large pour réduire de façon significative la présentation de la preuve au stade de première instance.

36. En complément à l'obligation du Procureur de mener des enquêtes objectives (article 54-1(a)), la Chambre préliminaire peut requérir des mesures d'enquête spécifiques à la demande du suspect (article 57-3(b) et règle 116). Correctement utilisée, cette fonction peut aider à améliorer l'égalité des armes et favoriser le respect de l'obligation d'enquêtes objectives, ainsi qu'à favoriser la coordination entre « les affaires de l'accusation et de la défense ». Ne serait-ce que la seule existence de ce mécanisme pourrait servir ces objectifs (ceci est du moins révélé par l'expérience de certaines juridictions nationales ayant un aspect similaire). Il existe cependant un risque d'usage abusif de ce mécanisme, ce qui pourrait donner lieu à des retards longs et superflus. La Chambre doit donc se montrer vigilante afin d'éviter les abus.

Saisie de documents

37. La règle 77 oblige le Procureur à divulguer à la défense le matériel *qui est en sa possession ou sous son contrôle*. L'expérience des Tribunaux *ad hoc* révèle que l'on peut avoir affaire à des situations dans lesquelles le Procureur devra saisir un nombre considérable de dossiers nationaux (archives) dans les diverses archives nationales.

38. De telles saisies massives peuvent être nécessaires car l'accès aux dossiers nationaux adéquats sur le territoire du conflit sera trop limité dans le temps (en raison d'un environnement hostile) pour permettre d'étudier une archive donnée afin de trouver les éléments de preuve pertinents. S'ils sont laissés sur le territoire de l'État concerné, les dossiers peuvent être mélangés et l'accès peut-être gravement limité dans l'avenir.

39. Ces facteurs font que la sélection de parties pertinentes des dossiers (comparées aux éléments de preuve initialement saisis) sera effectuée sur les critères de pertinence les plus larges (période et territoire pertinents). Si toutes ces archives nationales saisies sont confiées au Procureur, ceci accroîtra sa charge de publication. En effet, le traitement, la traduction et la divulgation d'une telle quantité de matériel requièrent des ressources considérables, entraînant des retards et des plaintes (parfois frivoles) de la part de la défense.

40. Afin d'éviter une telle situation, une fois que les parties sélectionnées de l'archive donnée ont été amenées au siège de la Cour afin de garantir leur préservation, le Procureur pourrait les faire placer dans une archive commune sous le contrôle du Greffe. Ceci garantirait que ce matériel est également accessible à l'accusation et à la défense. S'il est question de soucis de confidentialité légitimes, l'accusation reste de tout temps autorisée à ne pas opter pour cette procédure et à garder le matériel en sa seule possession, auquel cas les obligations normales de divulgation devraient être sollicitées.

Politique d'accusation

41. À mesure que les amendements ultérieurs de la jurisprudence de la CPI se développent, la politique d'accusation à adopter par le Procureur aura une influence sur la longueur des procès. Chaque chef d'accusation demandant la preuve d'éléments supplémentaires prolongera la procédure. De ce fait, une politique d'accusation excessive conduirait à des procès longs et à une procédure de preuve étendue.

42. Un des principaux motifs d'une politique d'accusation étendue réside dans l'incertitude juridique relative aux crimes et à la manière dont ils sont liés entre eux, ainsi qu'à celle concernant l'approche fondamentale des juges quant à la classification des charges comme représentant un crime ou un autre. Il s'agit là de questions complexes, pour lesquelles des traditions juridiques différentes offrent des approches différentes, et que la Cour devra résoudre. Alors que le principe de *jura novit curia*, qui permet aux juges de classer librement les faits d'une accusation comme un crime, pourrait fournir moins de chefs d'accusation (et un risque moindre d'acquiescement pour des raisons purement « techniques »), d'autres considérations pourraient être réputées abonder dans la direction opposée. Si la Chambre s'autorise à classer de nouveau les crimes des charges dans l'accusation dans des charges résiduelles ou « moins comprises », un pouvoir qui n'est pas conféré par le Statut, certains chefs d'accusation peuvent être évités.

43. De plus, il est clair que l'incertitude résulte souvent dans des charges étendues. L'incertitude quant au critère pertinent de responsabilité pénale peut également résulter dans des enquêtes non ciblées. Il est donc recommandé que ces questions de procédure fondamentale soient réglées le plus tôt possible par la Cour.

44. La pratique d'accusation et sa forme sont naturellement également importantes comme contexte du procès et afin de garantir la possibilité pour l'accusé de préparer sa défense. Les incertitudes entraîneront des périodes de préparation plus longues (pour les deux parties) et soumettront la Chambre pertinente à de nouvelles contestations. Des lignes directrices du Bureau du Procureur sur les critères d'ouverture de nouvelles enquêtes particulières et sur la forme du document d'accusation, publiées par le Procureur et pouvant être amendées au gré des développements de nouvelle jurisprudence de la CPI, pourraient permettre à la Cour d'économiser à la fois du temps et des ressources financières.

45. Une autre question qui se pose, est celle de savoir si le Procureur pourrait et devrait éviter de poursuivre des délits d'une importance nettement moindre, tels que les crimes de guerre contre les intérêts relatifs aux biens lorsqu'il est question de preuves fortes concernant par exemple des attaques délibérées visant des civils à grande échelle. Ceci est naturellement une question de politique dont la réponse dépend dans une certaine mesure de la manière dans les problèmes juridiques exposés ci-dessus seront réglés.

46. L'on peut également s'interroger sur le nombre d'incidents à inclure dans une accusation relative à un crime particulier -par exemple, un crime contre l'humanité commis pendant une certaine période doit-il couvrir l'ensemble des 50 villages dans lesquels les divers incidents ont eu lieu ou ne devrait-on sélectionner et prouver que certains d'entre eux ? Ceci constitue clairement une autre question politique, pour laquelle une sélection plus limitée réduirait la longueur de la procédure (de l'enquête au jugement). Cependant, d'autres motifs pourraient plaider en faveur de charges plus étendues, tels que le désir de révéler l'ensemble des crimes commis et le nombre de victimes faites, ce qui fait intervenir à la fois des motifs juridiques (exigences d'échelle, intensité ou fins de jugement) et des considérations politiques. Le fait qu'une sélection d'incidents puisse avoir une influence sur la possibilité d'accorder des réparations en faveur des victimes (article 75) constitue un facteur de complication. À cet égard, la possibilité d'accorder des réparations non seulement aux personnes affectées par les incidents qui faisaient l'objet du procès (et de l'accusation) mais aussi par exemple des personnes affectées par d'autres incidents liés à ceux-ci dans le temps et dans l'espace. Ceci ne serait pas interdit par la très large définition de « victimes » aux termes de la règle 85.

V. Phase préliminaire et phase de préparation du procès

Contrôle judiciaire des préparatifs de confirmation des charges

47. L'article 61 prévoit des mesures à prendre avant l'audience de confirmation des charges, tandis que la règle 121 envisage un contrôle relativement strict de ces préparatifs, à l'inclusion de la fixation de la date d'audience lors de la première comparution du suspect à la Cour ainsi que de limites de temps pour les exigences de divulgation [des pièces] et les requêtes. Bien que la date d'audience puisse être reportée, ce calendrier a pour but d'accélérer la procédure.

Audience de confirmation

48. L'article 61 stipule que la Chambre préliminaire doit tenir une audience afin de confirmer les charges en présence du Procureur et, normalement, de la personne faisant l'objet de l'enquête ainsi que de son conseil.

49. Une extrême minutie des charges soumises à l'accusation, comportant si nécessaire le rejet des charges insuffisamment étayées, pourrait contribuer considérablement à des procédures simplifiées et coûtant en conséquence beaucoup moins de temps. Il existe cependant un risque de voir l'audience de confirmation tourner en un quasi-procès.

50. Afin d'éviter ce risque, le Procureur devrait en règle générale se baser sur des éléments de preuve sous forme de documents ou de résumés plutôt que de faire comparaître les témoins qui doivent déposer au procès (article 61-5). Lorsque la défense opte pour une comparution de témoins, il sera important de ne pas perdre de vue que l'étendue de l'audience de confirmation est limitée par son objectif, à savoir d'établir un fondement suffisant permettant de croire que la personne concernée a commis chacun des crimes imputés. Le risque inhérent à une déposition directe étendue ne doit pas être surestimé à ce stade, cependant, la défense pourrait se montrer réticente à révéler des preuves et à produire des témoignages oraux sous serment qui pourraient être utilisés plus tard au cours du procès (ou du moins aux fins d'un contre-interrogatoire). De plus, le principe d'objectivité peut donner lieu à des charges plus limitées puisque la preuve à décharge est déjà soumise au Procureur lors de l'enquête. Cependant, la présentation des éléments de preuve de la défense en direct peut avoir pour effet que le Procureur sera aussi enclin à présenter une preuve en direct pour l'accusation (« pour plus de sûreté »), avec pour résultat que les éléments de preuve soumis seraient plus nombreux que ce qui est vraiment nécessaire pour les besoins de la confirmation.

51. Cependant, si les témoins doivent déposer en personne, l'on devrait envisager la possibilité d'utiliser si nécessaire la transcription de leurs dépositions lors du procès (cf. règle 68(a)) plutôt que de les convoquer à comparaître de nouveau en première instance. Ceci donnerait un procès plus diligent. En effet des témoignages répétés peuvent également affecter la qualité de la preuve et avoir des effets négatifs pour les victimes et les témoins.

Communication entre les parties

52. Une Chambre ou un juge auquel des questions préliminaires ont été soumises par la Chambre dans le respect de l'article 64-4 devrait coordonner la communication entre les parties pendant la phase de préparatifs du procès afin de s'assurer que la procédure n'est pas excessivement retardée et prendre des mesures afin de préparer l'affaire pour un procès équitable et rapide. Les parties devraient se conformer aux dates-butoir pour les divers préparatifs (règle 101).

53. Les parties doivent tenir des rencontres régulières et diverses conférences destinées à la préparation de l'affaire (par exemple des conférences sur le statut, règle 132) afin d'observer les progrès dans des préparatifs du procès. Bien que les principaux responsables juridiques des Chambres ne puissent assumer de fonctions judiciaires, ils peuvent jouer un rôle dans la réunion tenue par les parties afin de discuter des sujets qui sont pendant entre elles.

54. Les parties devraient être encouragées à envisager des accords sur les faits allégués tel que stipulé à la règle 69. De tels accords, bien que n'engageant pas la Chambre, signifieraient souvent qu'il n'est pas nécessaire de fournir de preuves relatives aux faits concernés.

55. La coordination entre les parties peut-être assurée par un seul juge désigné par la Chambre en vertu de l'article 57-2(b). Dans l'expérience des Tribunaux *ad hoc*, une communication coordonnée et assurée par un seul juge s'est avérée être une ressource précieuse et résulter dans des méthodes efficaces pour faire avancer le procès.

Mesures préparatoires pour accélérer les procédures

56. En vertu de l'article 64-5 et de la règle 136 les juges peuvent ordonner la jonction ou la disjonction des charges pesant contre plus d'un accusé. En effet, une *jonction* peut permettre à la Cour de réaliser une économie de temps et de ressources tout en évitant aux victimes et aux témoins des comparutions répétées à plusieurs procès.

57. Les juges doivent soumettre la présentation des éléments de preuve à un contrôle étroit afin d'éviter les redondances ou les répétitions. Si la Chambre ou un juge estime qu'un nombre excessif de témoins seront convoqués pour déposer sur les mêmes faits, il pourrait être demandé à la partie de réduire la longueur estimée de l'audition de témoins particuliers ou de réduire le nombre de témoins.

Divulgaration de renseignements

58. Le Règlement prévoit un système de vérification mutuelle, dans lequel les deux parties sont autorisées à contrôler le matériel en possession de la partie adverse à utiliser lors du procès (et, dans le cas de la défense, les informations en possession du Procureur représentant le « matériel nécessaire à la préparation de la défense », règles 77 et 78). Cette solution fournit un fondement extrêmement fructueux de stimulation de la coordination et de la coopération entre les parties et, utilisé de façon adéquate, elle peut permettre de réduire la possibilité de plaintes répétées d'absence de divulgation.

59. Les articles 61-3 et 67-2, tout comme les règles 76, 77, 83 et 84 prévoient la divulgation de renseignements pour le Procureur au stade préliminaire et au stade de préparation du procès. En vertu de l'article 64-3, une Chambre divulguera les documents ou renseignements non encore divulgués au préalable suffisamment tôt avant le début du procès afin de permettre sa préparation adéquate.

60. La règle 121-2 prévoit que la communication mutuelle des moyens de preuve aura lieu avant la confirmation des charges. Ceci contribuera à la préparation de l'affaire au procès au moment où les charges devront être soumises pour confirmation. Cette disposition correspond également à l'application pratique du principe d'objectivité, qui prévoit que la divulgation devrait avoir lieu avant la décision sur les charges, afin de permettre au suspect de requérir que le Procureur prenne des mesures d'enquête en son nom.

61. Afin de satisfaire à ses obligations de divulgation, l'accusation doit être consciente des informations et des éléments de preuve qui ont été recueillis par le Bureau du Procureur. À cette fin, le personnel d'enquête et juridique du Bureau du Procureur doit adhérer aux lignes directrices internes du Bureau du Procureur en matière de collecte et de traitement des éléments de preuve.

62. La prise en compte des obligations de divulgation du Procureur à des stades anticipés, ainsi que l'institution d'une méthode de transcription et d'enregistrement des éléments de preuve et des informations susceptibles d'être découverts lorsqu'ils sont trouvés, permettrait d'alléger les charges ultérieures de divulgation au moment opportun.

Divulgation de certains éléments par la défense

63. La divulgation de certains éléments par la défense prévue aux règles 78 à 80 et 121 contribuera certainement au ciblage et à la rapidité du procès.

64. La divulgation de certains éléments par la défense est une question à laquelle diverses traditions juridiques offrent diverses réponses. Une divulgation rapide et complète devrait normalement réduire la longueur du procès en apportant moins de « contestation » pendant la procédure et en offrant à la Chambre une meilleure opportunité de planification. Ceci serait tout à fait dans le droit-fil d'une approche mieux coordonnée par les deux parties telles que décrite plus haut. Bien qu'elle ne soit pas incompatible avec une procédure plus contradictoire, une divulgation générale de certains éléments de preuve par la défense avant « l'affaire de l'accusation » pourrait être perçue comme « inéquitable » par certains qui pensent que la défense ne devrait pas être obligée de dire quoi que ce soit avant l'examen (pendant la procédure) des moyens de preuve de l'accusation.

65. Le Règlement prévoit une divulgation préliminaire des éléments de preuve que la défense souhaite soumettre lors de l'audition de confirmation des charges (règle 121-6) et de divulgation de preuves à la Chambre de première instance concernant un alibi et ou un motif d'exclusion de la responsabilité pénale « suffisamment tôt avant l'ouverture du procès pour que le Procureur ait le temps de préparer convenablement celui-ci » (règles 79 et 80). Le Règlement ne donne pas de définition exacte du moment auquel la divulgation par la défense devrait avoir lieu. La Cour semble donc libre de décider qu'elle devrait avoir lieu avant le début du procès. Il s'agit d'une décision d'ordre politique au regard de laquelle il pourrait être justifié d'établir une différence entre diverses situations, par exemple entre le niveau de coordination entre l'accusation et les « cas d'espèce » de la défense.

66. Il faut également faire observer que l'absence de notification à l'avance ne limite pas les droits du défendant à invoquer des sujets d'alibis ou des motifs d'exclusion de responsabilité pénale et d'en présenter la preuve. Ainsi, même une obligation stricte de divulgation à l'avance n'empêche pas des retards indésirables. Ceci pourrait être un argument contre la demande de divulgation très précoce et plaidant également en faveur d'un ciblage dans la mesure du possible sur la stimulation d'une approche mieux coordonnée au stade d'enquête.

Accès au dossier par les juges

67. La question de savoir ce que la Chambre de première instance devrait voir avant le procès a donné lieu à de fortes divergences d'opinion pendant les négociations. La controverse n'a pas été résolue par le Statut ou par le Règlement. La règle 121-10 envisage que l'ensemble des pièces de la procédure préliminaire seront versées. Ce dossier sera transféré à la Chambre de première instance en vertu de la règle 130 et doit être tenu à jour par le Greffier sur le fondement de la règle 131-1. Le Règlement garde le silence sur deux points, qui sont les questions de savoir si le dossier doit être « mis à jour » avec les documents divulgués après confirmation des charges et avant le procès et si la Chambre de première instance peut avoir accès au dossier avant le procès. La règle 131-2 ne mentionne pas explicitement la Chambre de première instance comme l'une des parties autorisées à consulter le dossier de la procédure.

68. Le principal argument en faveur l'absence de divulgation du dossier à la Chambre de première instance avant qu'elle n'ait entendu l'affaire est que, en tant qu'arbitre des faits

dont les décisions doivent être strictement basées sur les preuves admises au procès, la Cour devrait être aussi « intacte » que possible. Les juges ne devraient pas même être soupçonnés d'être influencés avant l'audition de la preuve. À la lumière du fait que cette opinion était fortement défendue par de nombreuses délégations, si la Chambre de première instance s'abstient d'examiner un dossier de la procédure à jour avant le procès, ceci pourrait apporter le plus large soutien possible à la CPI.

69. D'autre part, l'article 64-3(c) et 6(d), ainsi que l'article 69-3 accorde à la Chambre préliminaire des pouvoirs étendus relatifs à la divulgation et à la production de preuve supplémentaire/additionnelle, ce aussi bien avant que pendant le procès. L'on peut avancer que l'utilisation efficace de ces pouvoirs suppose que la Chambre préliminaire a une intelligence détaillée d'une affaire. La lecture d'un dossier à jour de la procédure peut également contribuer à une gestion plus efficace du procès, incluant l'interrogation des témoins telle qu'autorisée par la règle 140 ou la demande d'éléments de preuve supplémentaires conformément à l'article 69-3. Pour finir, il est utile de préciser que les juges de la CPI seront probablement extrêmement conscients du risque de parti pris réel ou supposé et donc capables de s'en protéger.

70. Dans le contexte de l'ouverture du cadre normatif et de la politique lourde d'argumentation en termes de pour et contre, il peut être important de ne pas recourir à la « approche dossier », qui est controversée, dès le début du fonctionnement de la Cour. Ceci n'exclut pas que l'on envisage de faire appel à cette option dans le cas où d'autres mesures disponibles s'avèreraient insuffisantes pour conserver une longueur acceptable des procédures et que la Cour est convaincue que cette pratique servirait en effet une gestion plus efficace de l'affaire.

71. En optant pour une « approche dossier », l'on peut se trouver confronté au risque de confusion relatif à la preuve présenté par les parties et aux pièces du dossier qui ne constituent pas des éléments de preuve, ce qui est particulièrement dû au fait que la Chambre fondera sa décision sur « l'ensemble des procédures » (article 74-2). À cet égard, comme le montre l'expérience des Tribunaux *ad hoc*, il peut être nécessaire d'inclure à l'équipe de la Chambre de première instance un responsable de la Cour désigné pour l'affaire concernée. Une fois affecté à une affaire, un responsable de la Cour, tout en dépendant du Greffe sur le plan institutionnel, sera membre de l'équipe de la Chambre de première instance et travailler sous la coordination du Conseiller juridique principal de cette Chambre jusqu'à la conclusion de l'affaire. Ceci garantira que les pièces qui ont été versées aux débats comme éléments de preuve sont correctement conservées et communiquées aux juges.

72. Dans les cas où la base du crime recouvre diverses zones géographiques, les documents et autres matériels destinés à être versés aux débats comme éléments de preuve peuvent être organisés sur une base de zone par zone et présentés à l'avance à la Chambre de première instance.

Requêtes et appels interlocutoires

73. Les décisions concernant les requêtes doivent être rendues oralement lorsque le problème juridique n'est pas complexe. Le cas échéant, les procédures devraient être entièrement écrites.

74. Dans certains cas, une Chambre peut établir une définition dans l'abstrait des thèmes juridiques préliminaires pouvant faire l'objet d'une décision judiciaire dès le début de la procédure. L'avantage de cette approche est qu'en cas d'échec du demandant en relation aux questions juridiques, la solution recherchée dans la requête doit être nécessairement refusée sans considération des questions concernant les faits. L'on peut également se demander si cette approche ne devrait être adoptée que lorsque les parties sont d'accord ou si la Cham-

bre devrait également assumer une autorisation de procéder de cette manière de son propre chef.

75. Le Règlement prévoit la possibilité de joindre une contestation relative à la compétence de la Cour ou à la recevabilité d'une affaire ou autre requête à une audience de confirmation ou au procès, (règles 19-2 et 122-6). Le fait d'aborder plusieurs thèmes à la fois favorise l'efficacité de la procédure. Les règles 122 et 134 prévoient d'autres moyens visant à obtenir un dépôt de requête consolidé et à un stade précoce. Une Chambre peut également envisager d'appliquer d'autres mesures afin de stimuler l'efficacité de la gestion d'autres requêtes que celles concernant la contestation de la compétence ou de la recevabilité, telles qu'une résolution rapide des requêtes répétées ne présentant pas de nouveaux faits arguments juridiques et l'imposition de limites de temps pour l'introduction de certaines requêtes.

76. Le cas échéant, une Chambre pourrait également envisager l'utilisation de vidéoconférence ou conférences par téléphone. Ceci pourrait par exemple être le cas pour la présentation d'arguments ou autres audiences auxquelles seul le conseil (et peut-être les représentants légaux des victimes) devront participer. Cette méthode pourrait permettre de réaliser des économies et également d'éviter des retards non nécessaires. Elle pourrait également, le cas échéant, être appliquée afin d'éviter le transport d'un accusé détenu lorsque ceci n'est pas souhaitable par exemple pour des raisons de sécurité ou des motifs médicaux.

77. L'article 82 limite le droit d'interjeter un appel interlocutoire sans l'autorisation de la Chambre aux décisions concernant la compétence ou la recevabilité, à celles accordant ou refusant la mise en liberté d'une personne et aux décisions de la Chambre préliminaire d'agir de sa propre initiative en vertu de l'article 56-3. Tous les autres appels interlocutoires sont soumis à une autorisation d'appel. Ces appels sont limités aux décisions impliquant des questions susceptibles d'avoir une influence importante sur la conduite équitable et rapide des procédures ou sur le résultat du procès. Il ne peut être fait appel de telles décisions que si, de l'avis de la Chambre préliminaire ou de la Chambre de première instance, une décision immédiate de la Chambre d'appel peut faire avancer matériellement la procédure.

78. Afin d'éviter un arriéré de requêtes et d'appels interlocutoires, il devrait être demandé aux parties de discuter tout d'abord d'une question avant d'interjeter appel.

79. Chaque Chambre devrait envisager des sanctions à l'égard d'un conseil qui présente des requêtes frivoles. Particulièrement, une Chambre peut déclarer une requête frivole en recommandant au Greffier de ne pas payer d'honoraires au conseil pour son travail accompli sur de telles requêtes. Afin d'assurer une régulation adéquate de la transparence dans l'application des sanctions, les juges peuvent envisager, de concert avec le Greffier, d'adopter des règlements pertinents conformément à l'article 52. Ces règlements devraient également prévoir des références au Code de conduite professionnelle des conseils tel que prévu aux règles 8 et 22-3.

80. La mesure dans laquelle une « association du barreau » internationale pour la CPI pourrait aider à développer des bonnes pratiques et éviter les requêtes frivoles mérite d'être étudiée.

81. Afin de rendre les arguments des parties mieux ciblés, la Cour peut publier des lignes directrices de pratique, telles qu'un format standard, une limite du nombre de pages etc. pour les demandes, les réponses et les répliques.

Changement de conseil

82. Un changement de conseil du suspect ou de l'accusé peut interrompre la procédure et provoquer des retards importants. Tout en respectant les droits relatifs à l'assistance juridique garantis par le Statut et par le Règlement, des règles et pratiques relatives à l'affectation

(et à la destitution) d'un conseil juridique devraient être développées de façon à ce que le changement de conseil n'entraîne qu'un minimum d'interruptions et de retards. À cet égard, nous faisons observer que la nomination de plus d'un conseil ou le fait de conserver le conseil remplacé pendant la période de transition se sont révélés utiles dans l'expérience des Tribunaux *ad hoc*. D'autres méthodes devraient également être envisagées. Nous exprimons aussi une mise en garde contre le lien entre la destitution d'un conseil et ce que l'on appelle l'arrangement de « partage des honoraires », par exemple au regard d'une requête de l'accusé de changer un conseil qui refuse de tels des arrangements comme le cas s'est produit pour les Tribunaux *ad hoc* et a été révélé dans un rapport du Secrétaire Général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne (A/55/759 du 1^{er} février 2001).

VI. Le procès

Les procès concentrés

83. Certaines juridictions nationales connaissent un principe de concentration des procès pénaux, impliquant que l'audience principale au cours de laquelle les parties présentent leurs arguments et leurs éléments de preuve doit se dérouler en principe avec un minimum d'interruption. Ceci est généralement considéré comme une pratique efficace permettant d'éviter les répétitions ainsi que des rappels et préparations successifs pour les juges et les parties. Ce principe est observé avec une rigueur particulière lorsque l'accusé est privé de liberté.

84. Une telle pratique requiert cependant des équipements et des ressources humaines adéquats (salles de tribunal, juges et autres effectifs etc.) et des exceptions sont souvent nécessaires dans le cas de procès extrêmement longs. Les Tribunaux *ad hoc* ont également connu des procès fragmentés. Même si un certain degré de fragmentation des procès sera certainement également pratiqué pour la CPI, cette fragmentation devrait être de préférence réduite au minimum. Le discernement et la planification pourraient permettre de faciliter les choses. Un schéma rigide et formel d'ajournement créerait des complications excessives et serait difficile à suivre dans la pratique. Un tel schéma doit donc être évité. Les juges peuvent cependant vouloir envisager des procès concentrés comme une priorité (parmi d'autres) lorsqu'ils établissent le calendrier de la Cour.

Limites de temps pour la présentation d'une affaire à l'instance

85. L'on peut envisager divers moyens pour simplifier et accélérer la présentation des éléments de preuve au procès (voir ci-dessous). Une méthode utilisée par le TPIY consiste dans l'imposition de limites de temps aux parties pour la présentation de leurs arguments respectifs. L'avantage de cette méthode est que les parties sont tenues d'étudier soigneusement la portée de leurs arguments et les éléments de preuve à verser aux débats. L'on obtient ainsi des procédures gérables qui peuvent être conclues dans une période de temps raisonnable et calculable. Le principal inconvénient est cependant que la réduction des procédures peut résulter dans des descriptions incomplètes ou imparfaites des événements à la Cour par l'accusation. Afin d'éviter de tels résultats négatifs, cette méthode pourrait être combinée avec des exceptions tirées du principe de meilleure preuve.

Types de décisions

86. La relation entre les principes accusatoire et réquisitoire de procédure n'est pas entièrement définie par le Statut et le Règlement. La Cour doit donc prendre des décisions d'ordre politique. Ceci est particulièrement vrai au regard de l'article 64-8(b) et de la règle 140 qui laissent au Président de la Chambre le choix des instructions pour la conduite de la procédure, afin que celle-ci soit menée de manière équitable et impartiale.

87. En laissant le choix des procédures au Président, l'on court le risque que le procès ait une forme différente pour chaque affaire. Bien que ceci puisse être motivé par différentes circonstances, par exemple le degré d'implication de la défense au stade de l'enquête, l'exercice d'une discrétion étendue dans la décision sur la procédure à suivre pour une affaire particulière donnera lieu à une absence de sécurité. Cette absence de sécurité aura également des débordements et des répercussions sur les premières phases de procédure. Un exemple important en est l'effet que l'absence de certitude concernant l'audition des témoins peut avoir sur les stratégies des parties ou sur leur préparation. Pour les poursuites, les problèmes de manque de sécurité commenceront avec la réunion des éléments de preuve pendant l'enquête. Il semble donc fortement recommandable de compenser ce manque de précision du Statut et du Règlement par des règles judiciaires (directives de pratique).

88. De plus, le caractère des procédures peut également avoir une influence sur la structure et les besoins en effectifs du Bureau du Procureur. Des équipes de procédure accusatoire demanderont en règle générale plus d'effectifs (avocats principaux, co-conseils, juristes, responsables de l'affaire, assistant de soutien pour le procès etc.) et seront de ce fait plus coûteux. Il en va de même pour les équipes de la défense.

89. À l'exception de quelques principes (qui n'en sont pas moins importants), la Cour semble relativement libre de choisir et de mêler de telles procédures. En premier lieu, des considérations concernant la manière dont l'équité et l'impartialité ainsi que d'autres principes stipulés dans le Statut et le Règlement – tels que le rôle des juges en qualité de chercheurs actifs de la vérité (par exemple article 69-3) et la participation des victimes à la défense de leurs propres droits (article 68-3) – sont au mieux desservis joueront un rôle particulièrement important dans la décision. L'on pourrait par exemple alléguer que le droit des victimes à participer aux procédures pourrait être mieux facilité dans une forme de procès moins accusatoire. D'autre part, la soumission et la présentation d'éléments de preuve semble être essentiellement une tâche des parties, ce qui intervient en faveur de procédures plus contradictoires. La règle 140-2 prévoit certaines exigences minimales au regard de l'interrogation des témoins.

90. Il faut répéter cependant que les enquêtes objectives – en général ou dans un *cas d'es-pèce* – peuvent donner lieu à des variations dans les procédures. Il est possible que la défense ne dispose pas d'éléments de preuve – ou ne dispose que d'éléments très limités – pour présenter « son cas » en raison de son implication dans l'enquête objective. Cependant, une telle coordination n'empêche pas *en soi* la défense de présenter des éléments de preuve supplémentaires. Au contraire, il s'agit là d'un droit de l'accusé (articles 67-1 e et 69-3) qui doit être respecté quel que soit le caractère des procédures.

91. Si, d'autre part, la défense choisit de ne pas coordonner « son affaire » avec l'affaire de l'accusation et qu'une forme plus contradictoire de présentation des éléments de preuve est adoptée, il peut être possible, après la présentation des éléments de preuve de l'accusation, de « purger » l'affaire en laissant de côté les charges et les incidents qui n'ont pas été suffisamment étayés par les éléments de preuve – le test dit « no case to answer » [insuffisance des moyens de preuve apportés par l'accusation pour que la défense doive répondre] des juridictions de common law donnant lieu à un jugement anticipé ou à un acquittement. L'application de cet outil procédural réduira la présentation des éléments de preuve par la défense, attendu que celle-ci n'a qu'à répondre aux charges qui ont réussi ledit test « no-case-to-answer ». Cet outil n'est pas prévu explicitement par le Statut ou par le Règlement mais pourrait probablement être néanmoins utilisé par la Cour. Il est cependant possible que la marge de manœuvre permettant d'utiliser cet outil soit étroite attendu que le test est appliqué lorsque les charges ont été confirmées.

92. Quel que soit le résultat de la définition des procédures, il semble important que l'accusation comme la défense sachent comment le procès sera conduit, peut-être avec diverses

options, et avant qu'elles n'ouvrent leurs enquêtes et établissent leurs stratégies respectives quant à la conduite d'une affaire. L'expérience des Tribunaux *ad hoc* a révélé que la préparation de la présentation des éléments de preuve dans des tribunaux internationaux est une tâche complexe, attendu que les témoins habitent généralement loin du siège de la Cour, que les pièces à conviction sont également obtenues d'archives situées dans des lieux éloignés et doivent être passées au crible et compilées avant d'être versées aux débats. Une sécurité préalable sur les modalités dans lesquelles les procédures seront menées stimulera une préparation efficace et, en conséquence, une présentation ordonnée et en temps voulu des éléments de preuve.

Règlement judiciaire

93. En vertu de l'article 64-8(b), une Chambre d'appel se concertera avec les parties et adoptera les procédures nécessaires afin de favoriser le caractère équitable et diligent de la procédure.

94. Il pourrait être question d'un besoin de règlement judiciaire (directives pratiques) afin de compenser l'absence de précision du Statut. En effet, l'on pourrait autrement courir le risque de voir trop de temps consacré à *la manière dont* des questions telles que la participation des victimes etc. doivent être gérées, par rapport à celui consacré au cas d'espèce. De plus, l'absence d'une directive pratique et d'une approche « au cas par cas » peut résulter dans une confusion et une incertitude des parties au niveau de la préparation des procédures. Pour le procureur, les problèmes d'incertitude commenceront dès la collecte des éléments de preuve pendant l'enquête.

95. Des directives pratiques sont également conseillées afin d'éviter de voir différentes Chambres prendre des approches totalement différentes. Dans un même temps, le fait de laisser une certaine marge de manœuvre aux différences peut présenter des avantages. Par exemple, la mesure dans laquelle la participation de la défense peut différer au stade de l'enquête peut avoir des répercussions sur la diligence des procédures.

Admissibilité des éléments de preuve

96. Tout comme les Tribunaux *ad hoc*, la CPI opérera dans le cadre d'un droit des preuves relativement libéral, soumis à relativement peu de règles techniques sur l'admissibilité des éléments de preuve (voir par exemple article 69, paragraphes 4 et 7). Ceci indique une préférence en faveur des discussions relatives au poids des éléments de preuve à la fin du procès plutôt qu'à l'exclusion des éléments de preuve au préalable. Ceci pourrait constituer un ordre extrêmement direct dans lequel très peu de temps serait consacré aux questions d'admissibilité des éléments de preuve (laissant de côté les questions des éléments non pertinents ou redondants) qui est de règle dans certains systèmes juridiques nationaux. Cependant, pour les parties habituées à des preuves plus formelles, avec des règles techniques élaborées, cette absence de directives peut donner lieu à une certaine confusion et laisser la place à de nombreuses objections et contestations. Ainsi, cet ordre qui a pour but de simplifier la procédure pourrait de ce fait donner lieu à des procédures interrompues et dévoreuses de temps.

97. Dans ce contexte, il est à noter que certaines procédures qui ont été développées en vue d'une décision diligente concernant la question d'admissibilité dans certains systèmes juridiques pourraient s'avérer inacceptables pour des juristes formés à une autre culture. Par exemple, les procédures dites *voir dire* connues dans certaines juridictions de common law, dans lesquelles l'admissibilité des éléments de preuve est définie au cours d'une procédure séparée dans le procès par les mêmes juges que ceux qui devront statuer sur l'affaire pourraient être perçues par certains juristes du droit civil comme une évaluation inacceptable de la preuve avant que le cas d'espèce n'ait été entendu. De ce fait, des mesures de simplification susceptibles de contrebalancer les règles d'exclusion au niveau national pourraient ne

pas être disponibles dans une juridiction internationale. De ce fait, les questions d'admissibilité peuvent prendre plus de temps et demander plus de ressources que nécessaire dans le cas de procès nationaux.

98. Si l'on met de côté les avantages et les inconvénients des diverses approches, les Chambres de la CPI devront également adopter des règles d'exclusion relatives à la pertinence ou à l'admissibilité des éléments de preuves, et seront donc soumises à des contestations. De telles questions devraient dans la mesure du possible être soulevées avant le début du procès. De plus, une préférence nettement marquée en faveur de l'évaluation des éléments de preuve pendant le procès plutôt que leur exclusion sur des motifs d'admissibilité au préalable permettrait de réduire le nombre de contestations. À la lumière du fait que la Chambre de première instance dispose d'une large discrétion sans avoir à craindre de jugement d'annulation, les questions d'admissibilité restantes devraient être définies rapidement après une argumentation adéquate.

La preuve par déposition des témoins

99. Selon l'expérience des Tribunaux *ad hoc*, la déposition des témoins pendant le procès constitue une forme importante -sinon la plus importante -de fourniture de preuve dans des procès de cette nature. Ceci sera probablement également le cas pour la CPI. Cependant, la déposition des témoins demande également du temps et est une ressource demandant un certain effort. Les problèmes relatifs au fait d'amener les témoins devant la Cour peuvent donner lieu à des suspensions, et donc à des retards.

100. L'article 69-2 semble avancer un principe de meilleure preuve en ce sens qu'il présente le témoignage en direct comme la meilleure solution. L'exigence de témoignage « en personne » ne devrait cependant pas être considérée comme une exigence de comparution du témoin en personne dans la salle de tribunal. Au contraire, un témoignage en direct peut également être déposé par enregistrement vidéo ou audio (voir article 69-2). De telles mesures peuvent s'avérer particulièrement importantes en raison du fait que, malheureusement, les États ne sont pas tenus d'honorer une demande d'assistance de la CPI relative à une comparution de témoins (cf. article 93-1(e)). Elles peuvent également être utiles aux fins de la protection des témoins (règle 87-3(c)). L'utilisation de telles mesures n'est soumise à aucune limitation à l'exception du fait qu'elles ne doivent pas faire obstacle au droit des accusés, ni lui être contraires. Cette technologie doit permettre aux témoins, aux parties et au juge d'interroger les témoins (règle 67-1). Dans certains cas, la nature de la preuve ou d'autres circonstances pourraient amener à la conclusion que de telles mesures ne résisteraient pas à l'épreuve des tests. Cependant, vu le régime de coopération, il peut également être question de cas dans lesquels de telles mesures représentent les meilleurs moyens disponibles pour la Cour et les parties.

101. La déposition des témoins peut également être entendue devant un tribunal national à titre d'assistance judiciaire internationale (article 93-1(b)), la CPI devant assurer alors dans sa requête que les exigences d'admissibilité du témoignage comme élément de preuve au procès sont observées.

Déclarations et témoignages écrits remplaçant les témoignages oraux

102. En vertu de l'article 69-2, une Chambre peut également autoriser la présentation de documents ou de transcriptions écrites à condition que ceci ne soit pas préjudiciable ou contraire au droit de l'accusé. Cette autorisation inclut des éléments de preuve présentés sous forme de déclaration écrite d'un témoin ainsi que la transcription des éléments de preuve fournis par un témoin pendant la procédure. Ainsi, la présentation des éléments de preuve pendant la procédure peut être considérablement réduite.

103. Cependant, la règle 68 prévoit que les déclarations écrites et les témoignages préalables ne sont admissibles que si la défense a ou a eu la possibilité d'interroger le témoin, sous réserve de mesures de la Chambre préliminaire prises en vertu de l'article 56 (occasion d'obtenir des renseignements qui ne se présentera plus). Outre les possibilités de satisfaire à la règle 68 dans un effort coordonné de l'accusation et de la défense, il est également important d'utiliser le mécanisme de l'article 56 afin de garantir une présentation efficace et exhaustive des éléments de preuve.

104. Gardant à l'esprit les limitations prévues à l'article 56, le Procureur et la Chambre préliminaire devraient étudier la possibilité d'utiliser les mesures offertes par cet article afin d'obtenir des éléments de preuve pouvant être présentés plus tard au procès. Il peut par exemple être souhaitable de pouvoir entendre les témoins, par exemple de très jeunes enfants, en dehors du procès et d'introduire plus tard les enregistrements vidéo de l'interview comme éléments de preuve à l'instance, comme ceci se fait dans certaines juridictions nationales. Un autre exemple pourrait être le refus déclaré ou fort probable d'un témoin de venir témoigner devant la Cour, combiné à l'absence de pouvoir extorsif de la Cour d'assurer sa participation, probablement réservé aux cas dans lesquels des options telles que le témoignage par enregistrement vidéo ou par déposition devant une juridiction nationale ayant le pouvoir d'assurer la participation ne sont pas disponibles. Un troisième exemple de cas dans lequel la Cour pourrait vouloir invoquer l'article 56 serait celui dans lequel une région de guerre particulière n'est devenue accessible que récemment, mais qu'il existe des doutes sérieux quant à la durabilité de cette possibilité d'accès. L'interprétation de la notion « d'occasion unique [...] de recueillir un témoignage ou une déposition, ou d'examiner, recueillir ou vérifier des éléments de preuve aux fins d'un procès » ainsi que la question de savoir si cette condition peut couvrir des situations telles que celles mentionnées ci-dessus, une décision qui incombe à la Cour, est d'une importance capitale. Dans tous les cas, le principe général prévu à l'article 69-2, selon lequel le témoin déposera en personne lors d'une audience devrait faire l'objet d'une évaluation suffisante.

105. L'article 56 illustre également l'intention de protéger les droits de la défense. Dans ce contexte, il est à noter que la Chambre préliminaire peut désigner un conseil pour représenter les intérêts de la défense. Ceci est en effet crucial, attendu que, en fonction de la nature de la preuve, il est possible que seule la présence et la participation d'un représentant de la défense ne puisse légitimer le transfert des éléments de preuve recueillis pendant que le procès, du moins si ces éléments concernent la preuve de la conduite de l'accusé. Ceci serait particulièrement le cas lorsque les démarches d'enquête pertinentes consistent dans l'obtention de témoignage d'une personne qui pourrait ensuite ne pas être disponible pour l'audience. Une norme plus modérée ne devrait être envisagée qu'au regard de faits de nature générale tels que le contexte historique politique, l'existence et la nature d'un conflit armé, ou lorsque la preuve concernée est de nature légale ou scientifique ou n'implique pas en une autre manière la mise en sécurité de la preuve apportée par les témoins et qui pourrait ne pas être disponible pour les fins de jugement.

106. L'on peut faire observer que les mesures prévues à l'article 56 ne signifient pas nécessairement qu'un juge doive être présent lors de la déposition de témoignage. Des recommandations et des ordonnances concernant la marche à suivre et la participation du conseil de la défense pourraient s'avérer suffisantes (article 56-2), les exigences de la règle 68 pouvant alors aussi être observées. Il est cependant important qu'un témoin prenne un engagement solennel conformément à la règle 66 avant de déposer devant le juge ou la Chambre préliminaire. Des exigences spécifiques d'enregistrement doivent également être observées (règle 112-4).

107. Similairement, des éléments de preuve peuvent également être recueillis et conservés au stade préalable à l'autorisation des Chambres préliminaires d'ouvrir une enquête en vertu de l'article 15. Lorsque le Procureur estime qu'il existe un risque grave de voir la déposition

de témoignage rendue impossible dans l'avenir, le Procureur peut demander à la Chambre préliminaire d'affecter un conseil ou un juge de cette Chambre, qui sera présent lors du dépôt de témoignage afin d'assurer les droits de la défense (règle 47-2). Une telle preuve est également soumise aux dispositions relatives à l'admissibilité générale de l'article 69-4.

Les témoins généraux

108. Un récapitulatif des éléments de preuve est explicitement prévu pour ce qui est de la confirmation des charges (article 61-5). Il n'existe pas de dispositions équivalentes pour le procès. Si l'on tient compte de la perspective de très long procès concernant des situations complexes et d'éventuelles contre mesures telles que celles imposées par les limitations de la preuve ou du temps disponible pour le procès, la Cour pourrait envisager l'admissibilité éventuelle de récapitulatifs des éléments de preuve par un « témoin général ».

109. La pratique des témoins dits « témoins généraux » a fait l'objet d'un débat pour les Tribunaux *ad hoc*. Il faudrait cependant distinguer cette pratique d'autres méthodes consistant à fournir un contexte général à une affaire, à savoir la même fonction que celle exercée par un procureur qui énonce les grandes lignes de la preuve dans une déclaration d'ouverture. Rien n'empêche le procureur d'être assisté dans cette tâche par exemple par un enquêteur assurant des parties de la présentation ou utilisant des documents tels que cartes, calendrier etc. Naturellement, ceci ne fournirait pas une preuve des arguments et les informations, si contestées, devraient être étayées par les éléments de preuve soumis.

110. Les « témoins généraux » traitent au contraire des déclarations présentées comme élément de preuve par exemple dans un aperçu complet de l'enquête menée sur les sites pertinents et peut comporter des références à un certain nombre de sources. Seule la déclaration du « témoin général », qui pourrait faire l'objet d'un contre-interrogatoire, est mise en évidence, et non pas quelque déclaration de témoin sous-jacent ou autre matériel. Cependant, des déclarations de témoins originales, ainsi que tout autre matériel analysé ou cité par le témoin général pourraient être fournis à la fois à la partie adverse tout comme à la Chambre, afin de contrôler la précision de l'aperçu. En outre, la déposition d'un « témoin général » ne devrait être réputée admissible que dans la mesure où elle vise la preuve d'une question autre que les actes et la conduite de l'accusé, *stricto sensu*, tels qu'imputés dans le document citant les charges.

111. Le Statut et le Règlement laissent une marge de manœuvre pour la pratique des témoins généraux, mais ce moyen de preuve est controversé. Il pourrait inclure l'ouïe dire, du moins en partie, qui pourrait être difficile à contrôler à la fois pour les parties et pour la Cour. De plus, même si les informations relatives à des sources non accessibles sont faciles à contester, la limitation des possibilités de tester la preuve par voie de contre-interrogatoire peut être perçue comme inéquitable par certains. Tout jugement dans lequel les faits sont basés seulement sur deux tels éléments de preuve devrait être considéré comme dangereux. S'il est admis, l'appel dans la pratique à des témoins généraux et leur valeur de preuve devrait donc être limité. Compte-tenu des difficultés et des controverses potentielles, la Cour peut cependant décider de ne pas accepter les « témoins généraux ».

Certains documents constituant des éléments de preuve

112. L'article 69-2 autorise également l'introduction des documents comme éléments de preuve à condition que ceci ne soit pas préjudiciable ou contraire aux droits de la défense. La question de savoir comment les documents peuvent être présentés comme éléments de preuve, autrement dit s'ils doivent être soumis par leur auteur en qualité d'intermédiaire ou non varie selon les diverses traditions juridiques. Les Tribunaux *ad hoc* ont traité différents types de documents de manière différente. Par exemple, les rapports d'enquête que le Procureur peut recevoir des diverses organisations et institutions ont été présentés comme des documents d'éléments de preuve transmis par les auteurs des rapports. Divers documents

publics, d'autre part ont été admis par le barreau. La première approche, qui coûte naturellement beaucoup plus de temps que cette dernière, est motivée par les droits de l'accusé de faire un examen (un contre-examen) des éléments de preuve à son encontre.

113. La question de savoir si le droit de la personne accusée d'examiner les éléments de preuve devrait requérir la comparution de l'auteur d'un rapport comme témoin peut avoir des réponses différentes. Cependant, il est généralement accepté que l'accusé est autorisé à convoquer l'auteur d'un rapport comme témoin s'il ou elle le désire. Ceci ne doit pas être considéré comme un renversement de la charge de la preuve ou un renversement de la charge de la réfutation (cf. article 67-1(i)). De plus, la Chambre peut également convoquer l'auteur du document comme témoin si ceci est nécessaire à la manifestation de la vérité (article 69-3). Aucune disposition n'empêche explicitement la Cour d'opter pour l'une ou l'autre de ces méthodes, et, comme il a été fait observer, toute admission qui n'implique pas effectivement la comparution de l'auteur du document comme témoin accélérerait la procédure.

Constat judiciaire

114. L'article 69-6 autorise la Cour à faire le constat judiciaire des faits notoires. La Cour pourrait étudier cette possibilité afin de réduire les procédures, dans le respect des droits de l'accusé. À l'ère de l'information, le concept de « faits notoires » pourrait être correctement étendu dans certains cas afin de couvrir des questions telles que l'existence d'un conflit armé ou, dans des cas incontestables, même la nature de ce conflit, épargnant ainsi le besoin d'une longue présentation des éléments de la preuve afin de couvrir ces questions. Cet outil pourrait également s'avérer efficace pour contrer les tentatives de la défense de retarder les procédures en contestant des questions qui ne pourraient jamais être légitimement discutées.

Déclaration de l'accusé sans prêter serment

115. L'article 67-1(h) autorise un accusé à faire une déclaration pour sa défense sans prêter serment. La Cour peut invoquer ces moyens en application de l'article 64-8(b).

116. Une telle déclaration orale peut présenter l'essence de la défense dès le début du procès et, en conséquence, simplifier les procédures.

117. Au début du procès, une fois que les charges ont été lues, la Chambre de première instance pourrait demander à la personne accusée non seulement si elle choisit de plaider coupable ou non coupable, mais aussi lui poser quelques questions sur les lignes de sa défense –auxquelles elle n'est pas tenue de répondre. Si l'accusé est disposé à répondre aux questions, ceci pourrait avoir un effet utile sur le ciblage du procès sur les questions essentielles.

VII. Participation des victimes

118. Dans un tout premier stade, il sera particulièrement important de former des jugements sur la manière dont la participation des victimes devrait fonctionner dans la pratique, particulièrement au regard des règles 89 à 92. Ceci relève en premier lieu des tâches des juges, tandis que les obligations du Procureur à cet égard concernent principalement la communication d'informations pertinentes à certains stades de la procédure en vertu des règles 49, 50, 59 et 92. De telles notifications sont sujettes à des restrictions explicites et concernent en général les victimes ou leurs représentants qui ont déjà participé aux procédures ou communiqué avec la Cour sur l'affaire concernée.

119. Bien que le registre des victimes ayant communiqué avec la Cour soit tenu par le Greffier (règle 16-3), le Procureur peut se réserver le droit de gérer les notifications (qui peuvent également avoir été communiquées oralement).

120. Des règles sur la participation des victimes dans les procédures seraient utiles à la fois à la Cour, aux victimes et à leurs représentants. Il est à noter que le schéma exposé à l'article 68-3 et dans les règles 89 à 91 non seulement fournit un droit de participation, mais accorde à la Cour une large discrétion sur la manière d'établir comment et quand ces droits doivent être exercés. En ce sens, on ne peut nier que l'existence d'un acteur supplémentaire dans les procédures peut facilement influencer la longueur générale. Chaque Chambre de la Cour devra équilibrer tous ces facteurs lorsqu'elle déterminera le droit de participer au stade immédiat de la procédure et des modalités de son exercice.

VIII. Procédures d'indemnisation des victimes

121. L'article 76 prévoit que des observations concernant l'indemnisation des victimes pourraient être entendues lors d'un procès (dans le cas d'un procès unifié ou en cas de reconnaissance de culpabilité) lors d'une audition de jugement ou lors d'une audition supplémentaire. Des mesures intérimaires visant entre autres, à mettre les demandes d'indemnisation en sécurité pourraient également être ordonnées par la Chambre préliminaire à un stade précoce des procédures (article 57-3(e)). La Cour devra établir des procédures supplémentaires à celles prévues dans les règles 94 à 99.

122. Fort probablement, des éléments de preuve, à l'inclusion de la déposition des témoins et des témoins experts devront être soumis au regard des réparations. Dans plusieurs cas, ces éléments de preuve seront les mêmes que ceux présentés lors de la procédure pénale. Il semble préférable que la Cour ne puisse entendre de tels éléments de preuve (et que les témoins ne soient tenus de comparaître) qu'une seule fois dans l'ensemble de la procédure. La règle 91 pourrait apporter une telle solution au regard de l'interrogation des témoins.

123. Pour ce qui est du système pratique de préparation et d'initiation du traitement des demandes d'indemnisation (et peut-être également des enquêtes relatives à la manière la plus adéquate de fournir une indemnisation sous des formes collectives), la Cour pourrait envisager de faire appel à des effectifs autres que les juges, et probablement également à une expertise extérieure. Au moins dans certains cas, des préparatifs étendus peuvent être envisagés.

Annexe B : Observations des commentateurs :

I. Tor Aksel Busch et Knut H. Kallerud

Cher Monsieur Cathala,

Nous vous remercions tout d'abord de nous offrir l'opportunité d'avoir quelque influence sur votre important travail. Il est en effet essentiel pour la confiance du public dans la nouvelle cour que les procédures qui lui sont soumises soient non seulement équitables et de haute qualité, mais aussi qu'il voit que la justice est rendue dans des délais raisonnables.

Le projet est bien équilibré et de très haute qualité. De plus, nous estimons que le groupe d'experts a couvert toutes les questions pertinentes. Si elles sont suivies, les recommandations du groupe devraient apporter une contribution substantielle à la longueur des procédures.

Dans ce contexte, nos commentaires se limitent à quelques points que nous aimerions souligner :

- Comme indiqué aux paragraphes 14 à 18 du projet, une stratégie d'enquête est extrêmement importante. Cette stratégie devrait être claire, aussi simple que possible, et connue de toutes les parties impliquées dans l'enquête. Elle devrait être exprimée à la fois en termes généraux et détaillés dans une demande d'enquête ou dans un document assimilé pour chaque cas particulier.

D'après notre expérience, la seule manière de garantir une enquête efficace dans des affaires complexes est de clarifier le but de l'enquête dès le début. Comme mentionné au paragraphe de 30, l'accent devrait être mis sur un procès probable. Le principal objectif de l'enquête doit être d'établir si un crime a été ou non commis. Si tel est le cas, l'enquête devrait également clarifier les circonstances importantes pour le jugement ainsi que les autres questions pertinentes pour l'instruction de l'affaire à la cour. Dans notre juridiction, du moins, l'enquête sur des affaires complexes et parfois mal ciblées en raison du manque de connaissance des critères pertinents pour la responsabilité pénale. Il en résulte que l'enquête peut coûter énormément de temps.

Dans ce contexte, la présence d'un fort élément d'accusation dès le début de l'enquête est d'une importance vitale. L'enquête devrait de préférence être menée par un procureur expérimenté capable de donner des directives aux enquêteurs sur le type d'éléments de preuve nécessaires pour une condamnation et –ce qui est tout aussi important – sur le type d'information qui n'est pas pertinent même s'il peut sembler « intéressant » dans un contexte plus général.

- Un autre aspect important de la stratégie d'enquête/de poursuites est la réponse à la question de savoir « quelle devrait être la largeur du filet » (paragraphes 14 à 17, 44). L'enquête ne devrait-elle concerner que les « gros poissons » ? Devrait-elle essayer de couvrir tous les crimes possibles commis par un suspect ? Notre expérience dans ce domaine provient principalement des enquêtes et des poursuites des crimes en col blanc à large échelle. Lorsque nous avons commencé à travailler sérieusement avec de tels crimes voilà quelques dizaines d'années, il était question d'une tendance à essayer de couvrir chaque incident isolé qui semblait suspect. Ceci n'était pas seulement dû au sérieux de l'approche, mais aussi à un sentiment –quelque peu confus– de devoir. Il en résultait des périodes d'enquête extrêmement longues, d'énormes dossiers, un grand nombre de témoins au procès et –souvent– des acquittements non seulement sur des points mineurs, mais aussi sur des chefs d'accusation plus substantiels. Ceci était probablement dû au fait

que la défense était capable de trouver des défaillances sur quelques points mineurs, sur la base desquels elle pouvait semer le doute sur des questions qui auraient été solidement établies en d'autres circonstances.

Au niveau national, il a été possible d'arriver à comprendre le besoin de réduire l'affaire à ses éléments essentiels et le fait que l'enquête sur un crime ne soit pas une sorte d'enquête générale sur le sujet concerné. Bien que la situation puisse être différente pour les affaires soumises à la CPI, il peut valoir la peine d'envisager la possibilité de réduire le champ de l'enquête sur la base de considérations similaires.

- *La coopération avec la défense* peut –du moins dans certains cas– contribuer considérablement à réduire la longueur des procédures. Une coopération fructueuse pour les deux parties est cependant une question de confiance. Le Procureur devrait essayer d'établir un climat de confiance, par exemple en se montrant aussi ouvert que possible sur des éléments de preuve recueillis, la stratégie de poursuites etc. Nous devons admettre que ceci n'est pas toujours possible, mais les possibilités devraient au moins être essayées. Selon notre expérience, beaucoup de temps est perdu en raison de la méfiance injustifiée de la partie adverse. Le plus souvent, le fait de cacher sa stratégie jusqu'à la dernière minute ne fait pas gagner grand-chose –sinon rien. Au contraire, de telles tactiques créent un climat de suspicion défavorable à un déroulement souple de la procédure.

En coopérant pendant l'enquête, les parties devraient essayer d'établir une base commune sur l'aspect superflu de la volonté de prouver chaque détail au tribunal et afin de trouver quel est le réel désaccord. En cas de succès, une telle coopération peut réduire considérablement la durée du procès.

- Nous convenons *qu'il* existe de bonnes raisons contre le refus de l'accès par les juges au dossier (paragraphe 66 à 71). Cependant, l'expérience nous a appris que des juges expérimentés sont capables d'exercer un contrôle effectif sur les procédures sans même avoir accès au dossier. De ce fait, nous ne croyons pas que le fait de donner un accès étendu au dossier au juge permette de gagner beaucoup de temps.
- Nous sommes fortement partisans de l'évaluation de la preuve pendant le procès plutôt que son exclusion sur des fondements d'admissibilité (paragraphe 97). Il nous semble qu'il s'agisse là à la base d'une question de confiance. En effet, avons-nous confiance dans la capacité des juges à évaluer correctement la preuve en tenant compte, entre autres de la manière dont les éléments de preuve de son recueillis ou pensons-nous que les juges doivent être « protégés » contre certains types de preuve ? Certainement, des règles complexes sur l'admissibilité de la preuve demandent beaucoup de temps et ne contribuent –à notre avis– généralement pas au caractère équitable du procès.

Cependant, il peut exister des situations dans lesquelles un litige né directement de la question de savoir si certains matériels devraient être autorisés comme éléments de preuve. De tels litiges devraient être de préférence résolus avant l'audition principale et par d'autres juges.

- Une autre cause importante des procédures beaucoup trop longues dans nos juridictions semble être due à l'incapacité des juges à interrompre des demandes de preuves non pertinentes. Si ceci est également un problème des cours internationales, les juges devraient être investis du pouvoir de restreindre, sur une base discrétionnaire, la présentation de preuves non pertinentes ou une élaboration ultérieure sur des sujets déjà prouvés de manière adéquate. (À condition que ceci soit possible dans le cadre des règles et réglementations déjà fixées pour le travail de la Cour.)
- L'appel à des « témoins généraux » est traité aux paragraphes 107 à 111 du projet. De tels témoins peuvent s'avérer utiles, mais sont souvent contestés. La raison de l'opposition aux témoins généraux est que souvent par exemple un enquêteur de la police com-

muniquant de tels éléments de preuve finit facilement par avancer son opinion sur l'affaire ou faire référence à des témoins qui devront être entendus plus tard par la cour. Naturellement, ceci entraînera les protestations de la défense.

Un autre outil qui pourrait être utilisé pour fournir une vue d'ensemble de l'affaire à la Cour tout en évitant des demandes de preuve superflues consiste dans divers types de documents préparés par les parties, tels que calendriers des événements, cartes, rapports généraux etc. Un tel outil peut s'avérer extrêmement utile dans les affaires complexes. De tels documents ne devraient contenir que des informations incontestées et être communiqués à la partie adverse longtemps avant l'audience principale.

Nous espérons que nos remarques vous seront quelque peu utiles et sommes impatients de voir le résultat. Nous vous souhaitons beaucoup de succès dans votre extrêmement important travail. N'hésitez pas à nous contacter dans le cas où nous pourrions vous apporter une aide ultérieure.

Veuillez agréer nos plus cordiales salutations

Tor Aksel Busch
Directeur Général de l'Accusation

Knut H. Kallerud
Procureur principal

II. Antonio Cassese

Commentaire sur le document de la CPI sur les « mesures à disposition de la CPI pour réduire la longueur des procédures » :

1. Le document de la CPI (ci-après : le rapport de la CPI) fait autorité par la lucidité de ses analyses et la nature constructive de ses propositions. En règle générale, je souscris à la plupart des commentaires et des suggestions qu'il contient. Les observations ci-dessous ont seulement pour but de renforcer certains de ses commentaires et de proposer des arguments ultérieurs pour soutenir les suggestions émises dans le Rapport.

2. Stratégie d'enquête (paragraphe 14 à 18 du Rapport)

Je ne pense pas qu'il ne serait pas qu'il serait inapproprié que les juges, siégeant en séance plénière, discutent avec le Procureur de la stratégie de poursuites à suivre par ce dernier. Tant qu'aucun cas spécifique n'a pas été mentionné, pour ne pas dire discuté, rien ne s'oppose à ce que les juges ne discutent des sujets généraux avec le Procureur, particulièrement sur la question de ce qui est entendu par « les crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale » mentionnés dans le préambule du Statut de la CPI. Ceci pourrait par exemple être le scénario si les discussions devaient tourner autour de (1) la question de savoir si l'on doit se concentrer sur les personnes dans des positions de leadership ou si l'on doit au contraire accorder la priorité aux crimes fameux et commis à large échelle, sans tenir compte de la position et du statut des personnes probablement impliquées, ou (2) la question de savoir s'il serait judicieux d'introduire des critères relatifs à une sorte de « répartition géographiquement équitable » de poursuites des crimes ou plutôt

(3) de donner la préférence au cas dans lesquels un début d'examen de la question montre que la preuve pourrait s'avérer volumineuse et contraignante.

Il vaut la peine de rappeler que la décision adoptée par les juges en janvier 1995 (et ensuite acceptée par le Procureur du TPIY) visant à rediriger la stratégie de poursuites basées sur l'approche dite pyramidale -l'on commence par les petits délinquants pour remonter l'échelle de la criminalité jusqu'aux leaders-, qui avait été poursuivie jusqu'alors, était le résultat d'une discussion menée au cours d'une réunion plénière des juges du TPIY. Suite à l'adoption de cette résolution, le Procureur s'est concentré sur les leaders, émettant en juillet 1995 des accusations contre des personnes telles que Messieurs Mladić et Karadžić. Personne à l'époque, ni parmi les juges, ni parmi les personnes employées au Bureau du Procureur, ne pensait qu'il s'agissait d'une démarche inadaptée de la part des juges.

Néanmoins, si l'on devait conserver des doutes sur la compétence des juges à se mêler de questions relatives aux poursuites, la tâche de discuter de ces sujets avec le Procureur devrait être laissée au Président et aux Vice-Présidents en vertu de l'article 38-4 du Statut de la CPI.

3. Principe d'objectivité (Paragraphe 19 à 28 du Rapport)

Le modèle accusatoire, particulièrement lorsqu'il est appliqué aux procédures pénales internationales, peut donner lieu à un déséquilibre marqué entre l'accusation et la défense, car l'accusation est en position de recueillir plutôt facilement des éléments de preuve alors que la collecte d'éléments de preuve à décharge peut s'avérer longue et difficile pour la défense. Dans les procès internationaux du TPIY et du TPIR, il y a été remédié par l'affectation de conseillers juridiques gratuits aux défendeurs indigents. Cependant, comme l'on sait, cet outil a résulté dans (1) le choix de l'accusé en faveur d'avocats de la défense incompetents et inexpérimentés ; (2) des fonds trop importants dépensés par les tribunaux pour fournir une assistance juridique gratuite ; (3) la tendance de nombreux conseils de la défense à ralentir les procédures afin de gagner plus d'argent ; (4) la propagation d'autres pratiques illégales (telles que le partage des honoraires des conseillers entre eux-mêmes et la famille du défendeur).

Une possibilité éventuelle d'éviter de telles imperfections pourrait résider dans

- (1) L'énoncé de la signification et de la portée véritables de l'article 54-1(a), à savoir la notion qu'aux termes du Statut, le Procureur n'est pas seulement une partie aux procédures, ou plus généralement à la procédure judiciaire, mais aussi un « *organe de la justice* » chargé « d'établir la vérité ». Il devrait donc lui être demandé clairement de recueillir des éléments de preuve à la fois à charge et à décharge de la personne suspectée ou accusée. Cette obligation de base du Procureur devrait être clairement soulignée dès le début et ses ramifications et ses conséquences mises en avant. Le respect de cette obligation pour le Procureur devrait entre autres permettre (i) d'éviter d'engager des poursuites contre des personnes pour lesquelles les éléments de preuve à décharge sont supérieurs aux éléments de preuve à charge et en outre (ii) d'éviter les longs retards rendus nécessaires par l'obligation de permettre à la personne suspectée ou accusée de recueillir des éléments de preuve pour sa propre décharge.
- (2) L'établissement au sein de la Cour d'un « *Bureau de la Défense Publique* » financé par la Cour et consistant dans des *conseils et des enquêteurs de la défense* qui seraient (i) originaires de divers États, (ii) compétents en matière de droit pénal international, (iii) des personnes d'un niveau d'intégrité morale élevé et soumises à des mesures disciplinaires en cas de toute négligence de leurs obligations ou en cas de mauvaise conduite et qui (iv) parleraient couramment au moins l'une des deux langues de travail de la Cour. Il est à noter que cette institution de « *Bureau de la Défense Publique* » est peu à peu

introduite dans certains pays de common law (qui ne connaissent pas le juge d'instruction), dont certains ressorts des États-Unis et d'Australie, ainsi que d'Angleterre et du pays de Galles. Des juristes appartenant à ce bureau (et travaillant sous contrat avec la Cour) pourraient être choisis par la personne suspectée ou accusée pour intervenir en qualité de conseil de la défense dans les meilleurs délais possibles. Ils assisteraient leurs clients dans la collecte des éléments de preuve, restant à cet effet en contact avec le Procureur et agissant, du moins à certains égards, en collaboration avec lui.

La coexistence d'un Procureur chargé d'agir de manière impartiale comme « organe de justice » et d'un corps d'avocat de la défense spécialisés n'est pas inconsistante. Il est clair que le Procureur, quels que soient ses efforts de collecte d'éléments de preuve à charge et à décharge de la personne suspectée ou accusée, pourrait tendre à accorder la place d'honneur aux éléments de preuve à charge, ou à leur accorder plus d'attention. Afin de faire contrepoids à ce déséquilibre possible, le Bureau de la Défense pourrait apporter une assistance aux personnes suspectées ou accusées.

Tout bien considéré, ces outils pourraient contribuer à (i) accélérer l'enquête, (ii) protéger les droits fondamentaux des personnes suspectes ou accusées, (iii) empêcher la Cour de se voir confrontée à des affaires qui impliqueraient des procédures ralenties et se terminerait probablement dans des acquittements, ainsi qu'à (iv) permettre au Procureur d'émettre des accusations comportant des charges susceptibles d'être étayées par des éléments de preuve probants.

4. Politique d'accusation (paragraphe 43 du Rapport)

Le Procureur devrait essayer d'éviter autant que possible les accusations simultanées pour une même conduite (par exemple viols imputés à la fois comme crime de guerre et comme crime contre l'humanité). Il devrait plutôt prononcer des inculpations alternatives, en commençant par le crime le plus grave ou comportant le plus d'éléments et ensuite, à titre d'alternative, un crime comportant moins d'éléments juridiques. Par exemple, il pourrait prononcer une inculpation de viols comme crime contre l'humanité et ensuite, s'il est impossible de prouver l'élément/argument juridique de partie d'une « pratique généralisée ou systématiquement lancée », inculper le viol comme un crime de guerre.

Un énoncé clair des accusations faciliterait la tâche de la défense, qui saurait à l'avance comment se concentrer sur les principaux éléments des crimes faisant l'objet de l'accusation.

5. Divulgaration de certains éléments par la défense (paragraphe 62 à 65 du Rapport)

L'adoption des outils suggérés ci-dessus faciliterait à la Cour la décision selon laquelle la défense est tenue fut de divulguer certains éléments *avant le début du procès*. Cette divulgation permettrait à l'accusation de mieux cibler sa stratégie de poursuites et mettrait la Chambre de première instance dans une position de connaissance complète des éléments produits par les deux parties. Cependant, une telle divulgation aurait-elle un effet préjudiciable pour la défense en lui coupant quelque peu l'herbe sous les pieds ? Je ne le pense pas car, dans tous les cas, l'accusation comme la défense ont la liberté de verser des éléments de preuve non encore divulgués pendant le cours du procès car ils n'avaient pas encore été découverts à son début. Plus généralement, cette divulgation rapide ne serait pas inéquitable pour la défense car, dans tous les cas, les éléments de preuve à décharge peuvent avoir été recueillis par le Procureur en vertu de l'article 54-1(a), et en outre, l'accusé

aurait bénéficié à un stade précoce de l'assistance des avocats et des enquêteurs de la défense agissant dans le cadre du « Bureau de la Défense ».

Les avantages de la divulgation d'éléments de preuve à un stade précoce seraient de loin plus nombreux que les inconvénients éventuels. Tout particulièrement, une telle divulgation peut résulter dans des procès menés avec diligence, et donc plus courts.

6. Accessibilité au dossier par les juges (paragraphe 66 à 71 du Rapport)

Dans les procédures du TPIY, le système dans lequel l'accusation remet un dossier à la Chambre de première instance contenant un rapport général de l'affaire, la liste des témoins, les points sur lesquels ils déposeront, la longueur probablement nécessaire pour chaque témoignage, ainsi qu'une copie des déclarations de témoins s'est révélée une aide inestimable pour la Cour dans de nombreux cas (voir également règle 65^{ter} du Règlement de procédure et de preuve du TPIY).

Il serait absurde d'alléguer que les juges seraient influencés par le dossier (voir également à cet égard le paragraphe 69 du rapport CPI). Les juges savent en effet parfaitement que les pièces et déclarations de témoins produites dans le dossier *ne constituent pas une preuve en soi* mais révèlent simplement des faits et circonstances approuvés par la Cour par le biais d'un interrogatoire et d'un contre-interrogatoire. L'accès accordé aux juges à l'ensemble du dossier préparé par l'accusation permet à la Cour de se concentrer sur les questions fondamentales, de participer activement à l'audition des témoins après leur interrogatoire et contre-interrogatoire et plus généralement de laisser de côté des questions juridiques annexes et autres dès le début.

Dans le système de la CPI, vu les fonctions du Procureur, la Chambre de première instance pourrait proposer un *dossier complet* contenant toutes les pièces et déclarations de témoins à présenter à la Cour à la fois par l'accusation et par la défense. Ceci permettrait à la Cour d'accélérer considérablement les procédures tout en se concentrant sur les questions factuelles et juridiques essentielles.

7. Admissibilité des éléments de preuve (paragraphe 95 du Rapport)

L'opinion selon laquelle l'absence de règles élaborées en matière d'admissibilité des éléments de preuve pourrait donner lieu à une certaine confusion ainsi qu'à des objections et des contestations est mal fondée. En effet, l'expérience et la pratique des procès démontre que l'absence de règles techniques sur l'admissibilité des éléments de preuve, compensée par quelques principes généraux, simplifie les procédures et facilite une résolution rapide de l'affaire. Les juges des pays de common law devraient simplement s'adapter à la pratique internationale, qui est indiscutablement justifiée par l'absence de jury (au profit desquels les règles techniques d'admission des éléments de preuve ont été prévues au départ) et la présence de professionnels auxquels la direction offerte par quelques principes généraux peut être suffisante (comme ceci a été révélé par la pratique des quatre tribunaux internationaux pénaux ad hoc constitués jusqu'ici).

8. Déclarations et témoignages écrits au lieu de témoignages oraux (paragraphe 101 à 106 du Rapport)

Alors qu'à Nuremberg, il avait fait état d'un usage excessif et discutable de déclarations sous serment, la pratique du TPIY et du TPIR montre que les déclarations sous serment sont admissibles à condition de ne pas porter préjudice aux droits de l'accusé. À cet

égard, les règles 92 *bis* et 94 *bis* du règlement de procédure et de preuve du TPIY semblent être recommandées et pourraient servir de modèle, *mutatis mutandis*, à la CPI.

III. Christopher Keith Hall

Cher Monsieur Cathala,

Je vous remercie de votre courrier du 28 janvier 2003 m'invitant à commenter le mémoire confidentiel intitulé « Mesures à la disposition de la CPI afin de réduire la longueur des procédures ». Bien que les commentaires ci-dessous soient émis à titre personnel, je pense qu'il est juste de préciser qu'ils sont tous conformes à la politique actuelle d'Amnesty International concernant la Cour Pénale Internationale, le droit à un procès équitable et le droit des victimes à la participation et aux réparations.

J'introduis mes remarques en disant que le mémoire est excellent, comme l'on pouvait l'attendre vu le niveau de connaissance et d'expérience de ses auteurs. Il s'agit d'une analyse très détaillée et approfondie des questions auxquelles sera confrontée la Cour dans la recherche de méthodes garantissant un procès rapide mais équitable et également fructueux au regard des droits des victimes.

J'aimerais émettre quelques commentaires généraux avant de me consacrer à certains paragraphes du mémoire. Je regrette de ne pas avoir eu plus de temps pour commenter toutes les idées intéressantes qui y sont exposées.

Tout d'abord, il pourrait être utile de donner quelques idées sur l'échelle attendue de chaque problème particulier afin que les décideurs puissent déterminer lequel mérite d'être traité en priorité. La question de savoir si les auteurs pensaient que les obstacles à un procès diligent qu'ils avaient identifiés ne se manifesteraient seulement que dans quelques instances ou dans la plupart des cas, ou s'ils donneraient probablement lieu à des retards importants ou seulement à des retards à court terme n'était pas toujours claire. Or, dans certains cas, le fait de prendre des mesures pour régler un problème particulier peut avoir des effets en chaîne ailleurs dans le système, susceptibles de ralentir la procédure.

En second lieu, dans plusieurs cas, malgré leur analyse détaillée du problème, les auteurs ne recommandent pas d'issue ou de préférence parmi un nombre possible de solutions. Vu la pression à laquelle les décideurs seront soumis pour adopter des mesures préventives dans les meilleurs délais et compte-tenu du fait qu'ils ne disposeront pas de beaucoup de temps pour étudier toutes ces questions plus en profondeur avant d'entreprendre des démarches, je pense qu'ils pourraient bénéficier de recommandations spécifiques pour résoudre chaque problème, avec une indication des coûts et des avantages de chaque recommandation. Naturellement, dans certaines situations, la recommandation peut être simplement d'attendre et de voir comment la Cour fonctionne dans la pratique. Cependant, d'autres questions telles que celle l'établissement de procédures pour des évaluations rapides des contestations de compétence et de recevabilité, jointe à une analyse de toute la gamme des démarches pouvant être entreprises pour la préservation de la preuve pendant de telles contestations afin de ne pas perdre un temps précieux, semblerait être une priorité importante pour la Cour.

En troisième lieu, il pourrait être utile d'indiquer quel organe ou autre section de la Cour devrait résoudre le problème. Ceci aiderait les décideurs à se concentrer sur leurs propres responsabilités, bien que chaque organe doive rester conscient de l'ensemble des problèmes traités ailleurs au sein de la Cour. Naturellement, dans de nombreux cas, ces problèmes requerront des actions communes des différentes sections de la Cour. Par exemple, il peut être question d'un groupe de travail ou d'une force opérationnelle fixe affecté au dé-

roulement diligent du procès, comportant des représentants de chaque section de la Cour, ainsi que des représentants du conseil de la défense et du conseil des victimes, qui auraient la responsabilité continue de guider la durée des procédures à chaque stade, de recommander des solutions aux problèmes survenus et de guider l'efficacité des mesures prises.

Quatrièmement, le TPIY et le TPIR ont connu des retards dans les procédures en raison de la lenteur de la coopération des États, due soit à un manque de volonté politique soit à des procédures nationales, à une législation sur la coopération ou à des protocoles d'accord inadéquats. Bien que le mémoire ne traite pas directement de ces problèmes, il sera nécessaire de les aborder par le biais d'un ensemble de mesures incluant une législation d'implémentation du Statut de Rome et de l'Accord sur les Privilèges et les Immunités, des protocoles d'accord et des programmes de formation pour les cadres nationaux.

En cinquième lieu, il serait utile de revoir la plupart des paragraphes à la lumière des différences les plus significatives entre les procédures de la Cour, du TPIY, du TPIR et de plusieurs procès pénaux nationaux. Bien que le mémoire fasse une excellente et courte référence à ces différences dans son avant-dernier paragraphe et le mentionne en divers endroits, la possibilité de la participation des victimes dans une certaine mesure à la plupart des stades de la procédure suggère que la plupart des propositions concernant un stade préliminaire et des procédures diligentes devraient tenir compte de cette participation. Il sera d'un intérêt essentiel de clarifier le rôle qu'elles joueront probablement à chaque stade de la procédure d'une manière garantissant que leur participation ait lieu dans des modalités respectant leurs intérêts et leur droit à un procès équitable et ne fassent pas obstacle à des poursuites efficaces. Les questions pratiques concernant ce rôle n'ont pas reçu une attention suffisante ni de la part du Groupe de travail sur le droit des victimes au sein de la coalition pour une Cour Pénale Internationale, ni dans les commentaires sur le Statut de Rome et le Règlement de Procédure et de Preuves.

En sixième lieu, il serait utile d'étudier la mesure dans laquelle le fait de mener des procédures préliminaires, voire de première instance en dehors du siège de la Cour à La Haye donnerait lieu à des procédures plus rapides et quelles seraient les considérations contraires (il est possible que ce thème soit traité ailleurs).

Les longs procès internationaux

Paragraphe 6. Bien que la Cour européenne des droits de l'homme ait statué que les procès pénaux durant plusieurs années soient acceptables dans certains cas, la philosophie actuelle est que les procès de cette longueur sont de plus en plus souvent inacceptables, même lorsque l'accusé est en liberté. En outre, ils accroissent la probabilité de nullité du procès en raison de la maladie ou du décès des juges.

Observations générales

Expérience des tribunaux ad hoc

Paragraphe 11. Il est tout à fait probable que les contestations étendues de la recevabilité de la preuve aient constitué l'un des facteurs qui ont contribué le plus à la longueur de procédure du TPIY et du TPIR. Cependant, pour un observateur extérieur, il semble que l'une des raisons les plus importantes de la longueur des procès était le volume important d'éléments de preuve introduits et l'absence de clarté sur les règles d'admissibilité ainsi que le fait que le poids des différents types d'éléments de preuve encourageait la défense comme l'accusation à introduire bien plus d'éléments de preuve que nécessaire. Bien que, dans la plupart des cas, la Cour n'utilisera pas les règles de recevabilité du droit commun, elle devrait établir une distinction plus claire entre les règles d'admissibilité et les lignes directrices indiquant le poids accordé aux éléments de preuve afin d'aider à réduire le nombre d'éléments étudiés et à concentrer l'attention de toutes les parties et de la Chambre de première instance sur ce qui est essentiel dans la détermination de la culpabilité ou de l'innocence, sur le

jugement approprié et sur les réparations. Une révision des jugements du TPIY et du TPIR ne nous éclaire pas toujours sur le poids accordé par les juges aux différents types de preuve dans chaque cas et ne fait pas toujours montre d'une grande consistance dans les approches. Il est également difficile de demander à des juges de droit civil de définir clairement par écrit quelles sont les règles utilisées eux pour guider leurs convictions intimes. Un effort concerté des nouveaux juges, soutenus par le Procureur et les avocats des accusés du TPIY et du TPIR, basé sur les meilleurs aspects du common law et du droit civil à cet égard afin d'obtenir la plus grande clarté conceptuelle possible sur les éléments de preuve qui devraient être introduits et sur leur poids relatif semble être une priorité si la Cour doit faire des progrès significatifs dans la garantie de procès diligents.

Paragraphe 13. Une recommandation pratique importante susceptible d'aider à accélérer les procédures serait de garantir des formations aux procédures de la Cour à toutes les personnes concernées par elles, allant des policiers, juges et représentants des ministères de la justice au niveau national aux juges, avocats de la défense et avocats des victimes, témoins et autres au niveau international.

Phase de l'enquête

Stratégie d'enquête

Paragraphe 14. Le développement dans les meilleurs délais d'une stratégie d'accusation globale claire et publique sera d'une importance capitale non seulement dans la perspective de procès diligents, mais également pour la crédibilité de la Cour comme une institution impartiale et efficace. Amnesty International espère pouvoir suggérer au Procureur, lorsqu'il prendra ses fonctions, certains principes en vue d'une stratégie de poursuites globale, susceptible de garantir que les enquêtes et les poursuites entrent dans le cadre d'une stratégie globale contre l'impunité aux niveaux international comme nationaux. Une partie essentielle de la composante de sélectivité de cette stratégie consistera dans l'intégration -ou du moins dans la tentative d'intégration - de systèmes de justice pénale nationaux, aussi bien dans l'État territorial que dans d'autres États sur la base de diverses formes de juridiction extraterritoriale ; dans des cours ou des panels internationaux et nationaux mixtes ; et, si possible, dans de nouvelles cours régionales, élaborant sur les efforts actuels de création d'une cour d'appel pour les affaires criminelles aux Caraïbes. Pour chaque situation ou incident, il serait utile au Procureur d'identifier l'étendue du problème d'impunité, d'expliquer quelles sont les ressources dont le Bureau du Procureur a besoin pour enquêter sur chaque fait et engager les poursuites, d'indiquer en gros le nombre d'affaires sur lesquelles le Bureau du Procureur se propose d'enquêter et qu'il pourra poursuivre, ainsi que de proposer un ensemble de mesures pouvant être prises par les États pour enquêter sur le reste et engager les poursuites. Outre les bénéfices de l'approche citée ci-dessus, une telle déclaration publique claire imposerait aux États une pression considérable de travailler avec le Procureur, ce qui ne pourrait qu'aider à accélérer les procédures de la Cour.

Paragraphe 15. Il est certainement malvenu que les juges siégeant à la Chambre préliminaire entrent en fonction avant le Procureur. Il est cependant d'un intérêt capital pour le Procureur de rencontrer ces juges le plus rapidement possible, ainsi que les conseils ayant représenté les personnes suspectées et accusées et les victimes, et de développer des lignes directrices temporaires sur un partage efficace des responsabilités, de sorte que la Chambre préliminaire n'érode pas les enquêtes par inadvertance. Il serait utile que les services communs développent des lignes directrices pratiques pouvant servir de base de discussion entre les deux organes. Si la Chambre préliminaire fait savoir qu'elle souhaite jouer un rôle parallèle, ceci pourrait requérir une consultation de la présidence.

Para. 17. Bien que la concentration sur le leadership constitue une façon de limiter la charge de la Cour, elle comporte également deux dangers possibles.

Tout d'abord, à moins que le Procureur ne conserve une certaine flexibilité lui permettant d'enquêter et de poursuivre des personnes au niveau intermédiaire, il pourrait perdre le levier d'actionnement fourni par de poursuites éventuelles permettant d'encourager leurs témoignages ou d'autres forme de collaboration afin d'enquêter sur les leaders et de les poursuivre. Cette considération est particulièrement importante lorsque les autorités nationales sont incapables de poursuivre les personnes au niveau intermédiaire ou n'ont pas la volonté de le faire.

En second lieu, les personnes au niveau intermédiaire ou au bas de l'échelle peuvent bien être directement responsables d'un nombre important de victimes, et si la Cour s'abstenait d'enquêter sur elles ou de les poursuivre (en partant du principe que les autorités nationales en seraient incapable ou n'auraient pas la volonté de le faire), ceci pourrait donner lieu à des questions sur sa crédibilité. Je présume que ce groupe de suspects est celui recouvrant le terme de « criminels notoires », mais ce terme donne à réfléchir. Tout d'abord, s'il est utilisé publiquement, il suggère une présomption de culpabilité. Deuxièmement, il suggère que CNN ou les gouvernements sont autorisés à dicter sur qui l'accusation enquêtera et qui elle poursuivra, de nouveau avec une présomption de culpabilité. Nous avons en effet vu de nombreux exemples de « criminels notoires », qu'il s'agisse des personnes accusées de crimes de guerre telles que Yamashita et les Nazis accusés du massacre de la forêt de Katyn ou les accusés de crimes ordinaires qui étaient accusés par la presse. Même le fait de remplacer ce terme par celui de « incidents notoires » est problématique si l'on considère les types de crimes qui ont échappé à la notoriété au niveau international ou dont la notoriété s'est rapidement évaporée telle que celle des crimes commis en Algérie, au Guatemala, au Timor, ainsi qu'au Tchad et au Burundi, qui font pâlir les crimes commis en Argentine et au Chili, qui ont reçu beaucoup plus d'attention.

Néanmoins, un élément de réalisme politique sera nécessaire. Le Procureur pourrait se trouver confronté à un incident largement publié impliquant des ressortissants des grandes puissances occidentales, par exemple, un bombardement unique et inconsidéré à la lumière du jour d'une ville sur un territoire d'un État Partie, qui s'est avéré être une violation de l'article 8-2(b)(iv) du Statut de Rome, tuant plus de centaines de civils sur un marché, alors qu'il était clair qu'aucun État n'était capable d'enquêter sur les responsables et de les poursuivre ou n'avait la volonté de le faire. Dans une telle situation, afin de garantir que la Cour soit considérée comme impartiale, il serait difficile au Procureur de ne pas mener une enquête préliminaire afin de déterminer s'il doit demander l'autorisation d'ouvrir une enquête, même si les critères normaux ne lui imposeraient d'agir ainsi que si des milliers ou des dizaines de milliers de victimes étaient impliquées. Naturellement, la simple communication de cette intention de mener une enquête préliminaire peut inciter un État à prendre ses responsabilités.

Principe d'objectivité

Il peut être utile dans ce chapitre et dans les suivants de clarifier ce qui est entendu dans le mémoire par les termes de suspect (faisant probablement référence à la période allant jusqu'à la confirmation des charges) et de défense, attendu que ces termes ne sont pas utilisés dans le Statut.

Ce chapitre particulier couvre plusieurs questions abordées différemment. Au regard de l'obligation du Procureur de contrôler aussi bien les éléments de preuve à charge qu'à décharge, ainsi que les facteurs aggravants ou atténuants au moment du jugement, une méthode possible de gestion de ces suggestions contradictoires serait d'avoir une personne affectée dès le début à la fonction de « Docteur Non » dans une équipe d'enquête. Cette personne aurait la responsabilité de vérifier si l'équipe a fait preuve d'une diligence normale dans l'exercice de ses fonctions et d'émettre des observations au leader de l'équipe et au

Procureur sur le fait que ses tâches ont été ou non effectivement accomplies au moment des prises de décision sur les charges et la présentation des éléments de preuve. Naturellement le rôle de cette personne ne réduirait en rien l'obligation des membres de l'équipe et ne se substituerait pas à la décision finale, mais il fournirait un contrôle interne sur l'excès de zèle. Ce rôle pourrait sans doute être assigné au responsable de la Cour mentionné au paragraphe 70 ou à un organe de contrôle.

Les suggestions de coordination entre les enquêtes de l'accusation et de la défense font sens, mais l'on ne voit pas clairement quels sont les carottes et les bâtons prévus dans l'ensemble des stades préliminaires afin d'encourager la collaboration de la défense, particulièrement lorsque le conseil de la défense ne voit que peu d'avantages dans la collaboration de son client avant qu'il ou elle n'ait vu les grandes lignes de la stratégie de poursuites. En outre, la Cour devra garantir qu'aucune des carottes et des bâtons utilisés n'érodent la présomption d'innocence. Une technique souvent utilisée, concernant certaines techniques de procédure civile entièrement différentes aux États-Unis, consiste en ceci que le juge requiert aux parties de tenir des conférences fréquentes et sur une base régulière relative sur l'état de l'affaire, au cours desquelles il leur est demandé d'indiquer les plans de découvertes (requête de dépositions des parties et des témoins et demande de documents) et les requêtes proposées. Ces conférences sont généralement présidées par le greffier du juge, parfois par un président spécialement désigné, et, plus rarement, par le juge lui-même. Des techniques similaires ont été essayées dans les affaires pénales, mais je ne suis pas sûr de leur succès. Une excellente suggestion est faite pour de telles conférences au paragraphe 52, mais elle semble s'appliquer seulement aux stades ultérieurs.

Cependant, un tel processus -ainsi que la plupart des propositions concernant des procédures préliminaires et de première instance diligentes -devrait tenir compte de la participation de victimes. Comme indiqué ci-dessus, il sera essentiel d'indiquer le rôle qu'elles joueront probablement à chaque stade de des procédures de manière à garantir qu'elles soient capables de participer d'une manière respectant leurs intérêts et leur droit à un procès équitable et ne feront pas obstacle à l'efficacité de poursuites.

Phase préliminaire et phase de préparation du procès

Requêtes et appels interlocutoires

Paragraphe 72. S'il était décidé sans plaidoirie sur toutes les requêtes préliminaires et de première instance (autres que celles concernant des questions relativement simples pouvant être introduites oralement, telles que requêtes de suspension temporaire des procédures), à moins que la Chambre pertinente ne stipule que la plaidoirie est nécessaire pour une bonne raison, par exemple parce qu'elle concerne de nouvelles questions juridiques ou un contexte factuel complexe, ceci accélérerait certainement les procédures. Tant que les décisions orales sont motivées et sont enregistrées afin de pouvoir être contestées, elles ne semblent pas constituer de risque pour un procès équitable.

Paragraphe 74. La question de savoir comment garantir une résolution rapide des contestations de recevabilité ou de compétence, particulièrement pour ce qui est des contestations successives émanant de plusieurs États, demande probablement à être évaluée plus en détail. Par exemple la Cour pourrait développer une pratique selon laquelle une fois qu'une contestation a été rejetée, les contestations successives, qu'elles proviennent de la même partie ou d'une autre, seraient rejetées en l'absence de nouveaux faits ou de nouveaux arguments juridiques. En outre, il serait utile de préparer une liste des démarches pouvant être entreprises dans l'attente du résultat de telles contestations afin de préserver la preuve. Un examen attentif de cette question et une interprétation large par le Procureur à un stade précoce sont essentiels pour établir un bon précédent et minimiser les dommages causés par des contestations frivoles -voire même de bonne foi - de la recevabilité et de la compétence. Notre organisation espère développer une telle liste, en consultation avec la Cour, afin de

convaincre les juges que de telles mesures sont autorisées aux termes du Statut de Rome et sont nécessaires à l'efficacité de la Cour.

Paragraphe 77 à 79. Il serait utile de fixer certaines limites de temps à l'introduction des requêtes préliminaires ou de stipuler que toutes les requêtes d'un certain type doivent être introduites avant un certain stade afin de minimiser les requêtes frivoles. Il pourrait être stipulé que certaines requêtes doivent être consolidées afin de minimiser les requêtes dilatoires.

Des sanctions judiciaires adéquates pourraient être développées pour les requêtes frivoles ou dilatoires, mais ni le conseil ne devrait être pénalisé pour avancer de nouveaux arguments, ni les clients pour des actions inadéquates qui ne sont imputables qu'à leur conseil. L'existence d'un registre public mentionnant chaque requête introduite par chaque avocat lors de chaque affaire et la décision prise sur la requête pourrait constituer une pression sur le conseil de la part de ses pairs, permettant d'éviter les requêtes frivoles ou dilatoires, ce dans le cadre d'un système de gestion des cas.

Les conseils introduisant un nombre excessif de requêtes rejetées peuvent tout simplement avoir besoin d'une meilleure formation, qui pourrait être fournie par le Barreau Pénal International (BPI). Cependant, les propositions actuelles de procédures disciplinaires prévues dans le projet de statut du BPI ne sont pas satisfaisantes du point de vue d'une bonne procédure et reproduisent les défauts des procédures disciplinaires professionnelles traditionnelles homologues en excluant un rôle pour la société civile.

Paragraphe 80. Il pourrait être préférable de requérir l'utilisation par tous les conseils d'une macro standard qui pourrait comporter par exemple les questions suivantes : avez-vous déjà introduit cette requête, et, si tel est le cas le cas, à quelle décision a-t-elle donné lieu ? Si vous renouvelez la requête, quels nouveaux faits ou quels nouveaux arguments juridiques avancez-vous ? Un argument juridique de la requête a-t-il été avancé au préalable par une autre partie devant la Cour et rejeté ? Si tel est le cas, quels sont les nouveaux arguments juridiques avancés ou quel est l'aspect des faits qui distingue cette requête de la requête rejetée ?

Une limite devrait être fixée au nombre de pages, qui ne pourrait être dépassé que si l'autorisation a été demandée pour une bonne raison (par exemple une situation factuelle complexe ou une nouvelle question juridique) et obtenue avant que la requête ne soit introduite.

Les retards ne sont pas toujours imputables au conseil. Il devrait être demandé à la Chambre pertinente de statuer sur toutes les requêtes d'une catégorie particulière (telles que les requêtes de libération de détention ou d'examen médical) dans une limite de temps spécifiée, à moins que la Chambre n'établisse qu'une affaire exceptionnelle ne requiert plus de temps (par exemple car elle concerne des questions factuelles ou juridiques).

Le procès

Limites de temps pour la présentation d'une affaire à l'instance

Paragraphe 84. En principe, les limites de temps sont justifiées, mais pas tout le monde n'est convaincu que l'approche du TPIY constituant à fixer des limites générales à la présentation de la preuve pour l'ensemble du procès soit la meilleure manière. En effet, une telle approche résulte précisément dans les dangers identifiés dans ce paragraphe. Il serait mieux que la Chambre fixe un objectif général et travaille ensuite avec le conseil sur une base régulière pour vérifier quels sont les éléments de preuve proposés qui pourraient être versés aux débats et d'utiliser les limites de temps comme un outil parmi d'autres afin de limiter le nombre d'éléments de preuve et le temps consacré à leur introduction et à leur contrôle. Les limites de temps sont une technique approximative qui peut aider à concentrer un conseil

efficace sur les éléments de preuve les plus probants. Elles n'empêchent pas le conseil, particulièrement le conseil de la défense, d'utiliser tout simplement le temps alloué, à l'inclusion des éléments de preuve qui ne sont pas pertinents. Les limites de temps devraient être utilisées de concert avec un ensemble d'autres techniques d'accélération du procès, telles que des règles d'admissibilité transparentes et des lignes directrices claires aux conseils dans la préparation de leurs arguments concernant le poids relatif des éléments de preuve accordé par la Cour. En outre, la disjonction de certaines charges devant être entendues dans un procès séparé pourrait être utilisée, bien que cette approche puisse donner lieu à une série de procès plus courts d'une seule personne sur une longue période.

Types de décision

Paragraphe 85 à 94. L'article 64-8(b) et la règle 140 comportent tous deux des aspects prometteurs et troublants. Ils offrent en effet un degré de flexibilité qui sera essentiel dans les premiers temps de la Cour pour échapper à certains des aspects rigides du règlement et travailler avec les défis constitués par la participation des victimes. Cependant, le juge président devrait se concerter avec les juges des autres Chambres de première instance et avec la Présidence avant de trop s'éloigner des pratiques habituelles, tandis que tous les efforts nécessaires devraient être déployés pour s'assurer que les procédures utilisées dans chaque Chambre de première instance sont bien les mêmes afin d'éviter des jugements différents basés sur des faits semblables ne soient rendus dans les différentes Chambres de première instance, du seul fait que les procédures étaient différentes. En outre, si cette approche collégiale n'est pas suivie, les procédures peuvent se retrouver retardées en raison des difficultés rencontrées par l'accusation et par la défense dans la préparation d'une enquête et d'une stratégie de procès efficaces, dues au fait que chacune affaire sera soumise à une procédure différente.

Le statut des « règles judiciaires (directives pratiques) » n'est pas clair, mais je présume que ce terme fait référence au Règlement de la Cour de l'article 52, qui est sujet à révision par l'assemblée des États Parties, et pas à autre chose. Il est à souhaiter que ce règlement ne sera adopté qu'à l'issue d'une consultation détaillée.

Admissibilité des éléments de preuve

Paragraphe 95 à 97. Bien que des règles d'admissibilité claires, bien comprises par toutes les parties, utilisées de concert avec un mécanisme efficace de détermination diligente de l'admissibilité puisse constituer un moyen efficace de réduire le nombre des éléments de preuve et d'accélérer les procédures, il pourrait s'avérer impossible d'atteindre un accord sur cette approche controversielle.

Si tel était le cas, il serait utile que les juges prononcent des critères clairement définis pour l'évaluation des éléments de preuve afin d'aider à garantir que les enquêtes et la préparation au procès sont faits que la manière la plus efficace et la plus diligente. Sinon, il existe un risque que d'autres techniques de protection, telles que les limites de temps, ne réduisent tout simplement le nombre d'éléments de preuve introduits de manière arbitraire au regard de ce que chaque conseil croit être le plus pertinent pour les juges. Une telle croyance sera motivée par l'expérience juridique propre du conseil avec les systèmes nationaux et ne correspondra pas forcément à ce que les juges considèrent comme le plus probant. En outre, l'absence de tels critères définis crée un danger d'approches inconsistantes entre les Chambres de première instance, encore aggravé par les cultures juridiques différentes des juges.

Déclarations et témoignages écrits remplaçant les témoignages oraux

Paragraphe 103. Tout comme dans le cas de l'article 18-6, le concept d'occasion unique de recueillir des éléments de preuve qui ne se représentera pas devrait être interprété selon la définition la plus large possible aux termes de l'article 56.

Témoins généraux

Paragraphes 107 - 110. Dans la mesure où un témoin général ne fait que remplir la même fonction qu'un procureur donnant les grandes lignes des éléments de preuve dans une déclaration d'ouverture, la déclaration ne devrait pas être traitée comme une preuve, mais simplement comme une déclaration d'ouverture.

Une question apparentée, ayant des conséquences pour des procès diligents et équitables et qui mérite une plus grande attention, est l'utilisation de témoins-experts sur l'histoire, la culture, la politique etc. dans une situation particulière afin de garantir que les juges ont une intelligence de base des situations dans des pays et des cultures très différentes de la leur, permettant d'éviter une simple référence à des rapports de presse et à des lectures individuelles sur le sujet. La possibilité d'accélérer ou non les procédures en faisant appel à de tels témoins dépendra d'une préparation soignée. Dans certains cas, comme l'affaire Tadic, ils ont sans doute pris trop de temps. Il existe également un risque sérieux que de tels témoins ne colorent l'ensemble de la procédure de leurs vues personnelles ou ne dérivent vers des questions de culpabilité ou d'innocence de certains groupes, voire même d'individus. Par exemple, l'utilisation de témoins occupant pratiquement la même fonction qu'un témoin général dans le procès médiatisé du TPIR est particulièrement troublant et ne devrait pas se répéter à la Cour.

Constat judiciaire

Paragraphe 114. Les questions de l'existence d'un conflit ou de sa nature ne sont pas réellement des exemples appropriés de questions sujettes à un constat judiciaire. Elles ont été sujettes à de nombreux litiges dans l'affaire Tadic et dans d'autres affaires du TPIY et du TPIR. Cependant, dès lors que l'existence d'un conflit armé et sa nature ont été définies de manière définitive dans un jugement final confirmé en appel, il peut être approprié pour la Chambre de première instance de se baser sur cette définition dans une autre affaire, dénuée de nouveaux arguments juridiques.

Participation des victimes

Paragraphes 118 à 120. J'ai déjà communiqué ci-dessus plusieurs de mes idées sur cette nouvelle question. Vu son importance, il serait utile que les services communs consultent plus largement un grand nombre d'experts sur le développement de lignes directrices efficaces pour la participation des victimes. Ces experts pourraient compter parmi eux les juges et les avocats des affaires Touvier et Papon, qui sont des études de cas sur la manière dont cette question difficile ne doit pas être abordée, ainsi que des juges et des avocats dans d'autres affaires mieux ordonnées dans d'autres pays, impliquant les parties civiles et les ONG du Groupe de Travail sur le Droit des Victimes qui participait à la réunion de décembre 2002 à Londres.

Procédures d'indemnisation des victimes

Paragraphe 121. Je serais réticent à ce que les questions de réparation (ou les questions de jugement) soient traitées avant le verdict, sauf dans la mesure où des victimes témoignant à un procès sur la question de la culpabilité ou de l'innocence pourraient également traiter le problème des préjudices que leur a causés la personne accusée. Une telle preuve, qui aurait

été également soumise à un contre-interrogatoire, pourrait être utilisée pour l'audience des réparations sans obliger la victime à répéter sa déposition.

Paragraphe 123. L'utilisation de modèles spéciaux, tels que la Cour européenne des droits de l'homme et les tribunaux fédéraux américains, pour recueillir des éléments de preuve en réparation libérerait les juges pour les tribunaux pénaux. Ces idées, ainsi que d'autres pourraient être étudiées lors de réunions avec des experts tels que le Groupe de Travail sur le Droit des Victimes.

J'espère que les commentaires ci-dessus, très abrégée, dont certains ont trait à d'autres questions que la diligence des procédures, seront utiles dans l'apport de révisions ou de compléments à cet excellent mémoire.

Veuillez agréer mes plus cordiales salutations,
Christopher

IV. Russell Hayman

Chers Messieurs Cathala et Bergsmo:

Je tiens à vous remercier de l'opportunité d'émettre des commentaires sur le projet de documents de travail ci-dessus. Malheureusement, mon propre emploi du temps, mes obligations de voyage et, le plus important, mes obligations envers mes clients m'ont empêché de pouvoir fournir des commentaires de quelle longueur que ce soit dans le calendrier prévu par vous, ceci en dépit également votre aimable prolongation. Cependant, ayant passé plus de six ans à la défense du Général Blaškić devant le TPIY et plus de deux de ces années dans une procédure devant la Cour, je suis en effet assez bien situé pour vous fournir une opinion des « tranchées » de la jurisprudence pénale internationale.

Au risque de ne pas commenter certains points extrêmement importants par omission, et de parler en termes trop généralisateurs dus au manque de temps dont je dispose, je vous propose les observations rapides suivantes sur le projet.

1. La participation judiciaire dans l'enquête pourrait bien prolonger, et ne pas abréger la phase d'enquête.
2. La collaboration entre la défense et le Bureau du Procureur pendant la phase d'enquête est fort improbable et peut donner lieu des litiges sur les limites légales et la définition de la « collaboration ».
3. Un examen judiciaire minutieux à la phase de confirmation concernant la question de savoir si les archives pertinentes et les documents apparentés ont été mis en sécurité pour leur présentation au procès, que ce soit par le Bureau du Procureur ou par la défense, pourrait éviter d'engager des procédures prématurément, avec l'énorme perte de ressources que cela peut supposer.
4. La fourniture d'un dossier par le Bureau du Procureur à la Chambre de première instance pourrait constituer une invitation pour ce Bureau à avoir des communications ex parte intensives avec la Chambre, et pourrait placer la Chambre dans une position potentiellement compromettante au regard de son indépendance. Si la CPI autorise la remise de dossiers, ceci pourrait avec le temps donner lieu à un volume croissant de communications secrètes,

ex parte entre le Bureau du Procureur et la Chambre. Ceci pourrait menacer non seulement l'apparence de justice, mais la justice elle-même et donner lieu à des litiges et différends ultérieurs.

5. L'admission de l'ouïe dire sans indices de fiabilité peut considérablement prolonger les procédures, n'apportant que très peu d'avantages.

6. L'aptitude à la gestion de procès constitue le seul facteur extrêmement important dans la conclusion de procès dans une période de temps raisonnable. Cependant, ces aptitudes sont difficiles à acquérir, même dans les tribunaux les plus confirmés. Des formations et une éducation judiciaire intensives seront nécessaires pour développer ne serait-ce qu'une familiarité de base avec ses techniques parmi les juges de la CPI.

Restant à votre entière disposition pour toute assistance ultérieure éventuelle, je vous prie d'agréer mes plus sincères salutations.

R. Hayman

Los Angeles Californie

24 février 2003

V. Geoffrey Nice

Commentaires sur les questions adressées dans les courriers du Directeur des Services Communs de la Cour Pénale Internationale, M. Bruno Cathala, en date du 29 novembre 2002 et du 17 janvier 2003 concernant de mise en place et le fonctionnement du Bureau du Procureur de la CPI et le projet de rapport d'expert sur la longueur des procédures :

Pour ce qui est des possibilités de réduire la longueur des procédures à la CPI, du point de vue de mon expérience en qualité d'avocat de procès principal à la TPIY, je peux faire les observations suivantes :

(a) Le rôle de l'interrogatoire principal est généralement surévalué. Les pratiques du droit commun de l'interrogatoire principal et du contre-interrogatoire ne sont pas adaptées aux types de procès auxquels des tribunaux tels que le TPIY ou la CPI sont ou seront confrontés. La plupart des éléments de preuve devraient être proposés sous forme de documents (par exemple des déclarations de témoins faisant partie de dossier concernant des questions ou des sites spécifiques plutôt que des auditions). Les témoins pourraient être peu nombreux et bien choisis.

(b) À titre d'exemple de cette approche, en règle générale, dans le système anglais, les dépositions de témoins sont présentées à l'avance et lues à haute voix au tribunal à moins que le défendeur ne veuille convoquer un témoin – ce qu'il doit justifier. Si l'avocat de la défense convoque un témoin alors que ceci n'est pas nécessaire, il devra en supporter les conséquences, par exemple il ne sera pas payé pour cette journée. Il existe une présomption selon laquelle les dépositions de témoins écrites seront acceptées sans être contredites en l'absence de motifs légitimes de convocation de témoins.

(c) (Une autre option possible, qui mérite d'être étudiée, serait d'enregistrer sur vidéo l'interrogatoire principal des témoins de l'accusation et de rejouer cette vidéo devant les juges et la défense avant l'audience elle-même (pour faire économiser un temps précieux à

la cour). Les témoins ne seraient alors convoqués que pour le contre-interrogatoire. Cependant, il faudrait trouver une manière de rendre ces enregistrements disponibles au public général.)

(d) Même si les juges ne peuvent accepter l'opportunité des dépositions sous forme écrite (sous forme de dossier ou autrement), le système de procès sans jury employé dans de nombreux pays devrait être la norme. La déposition de témoins écrite est adoptée par le témoin comme sa preuve principale (avec peut-être quelques minutes d'adaptation ou quelques parties très particulières d'éléments de preuve oraux) et le témoin est ensuite immédiatement soumis au contre-interrogatoire. À condition que les dépositions du témoin soient disponibles pour la presse et le public (de préférence à l'avance), l'on a alors affaire à un procès entièrement public, mené avec un gain de temps considérable par rapport aux procès dans lesquels l'interrogatoire principal et le contre-interrogatoire se font en direct.

(e) Les juges du TPIY ont demandé à plusieurs reprises à l'accusation de réduire la longueur des accusations, particulièrement d'éviter les charges cumulatives. Cependant, ceci est très difficile pour l'accusation, vu la nature de la criminalité à laquelle elle est confrontée, qui est telle, qu'au début du procès, les procureurs n'ont pas une idée claire de leur affaire. La précision de leur vérification initiale ne peut être confirmée ou avérée erronée qu'avec l'émergence de la preuve.

(f) Le rôle des enquêteurs -et les problèmes les concernant : le problème ne réside pas dans le système dont proviennent les enquêteurs, mais plutôt dans l'objet des crimes sur lesquels ils enquêtent, qui n'a pas de contrepartie comparable dans les juridictions nationales. En effet, « chez eux » les enquêteurs ne sont tout simplement par confrontés aux guerres. De ce fait, même avec un Statut et un Règlement de Procédures et de Preuves plus élaborés, il sera extrêmement difficile d'adopter une approche mieux « ciblée » des enquêtes. Il pourrait être plus prometteur d'assurer qu'au moins un des enquêteurs ait un niveau de formation supérieure que de simplement placer toutes les enquêtes sous la direction d'un avocat ou d'un procureur dans l'espoir d'obtenir des enquêtes plus productives. Cependant, la valeur des aptitudes des enquêteurs « à l'ancienne » ne devrait pas être sous-estimée.

(g) Le rôle des juges : les juges pourraient jouer un rôle plus actif que celui qui est le leur au TPIY. Ils pourraient attirer l'attention de l'accusation sur les questions qu'ils considèrent comme cruciales pour l'affaire et qui n'ont -de leur point de vue- pas encore été prouvées. Les juges devraient pouvoir donner à la défense l'opportunité de contester les faits dont ils pensent qu'ils sont clairement établis, ceci toutefois dans un cadre raisonnable (par exemple par voie de convocation d'un ou deux témoins à cet effet). Naturellement, toute application active de la part les juges doit rester dans les limites respectant l'indépendance du Procureur et de l'obligation de l'accusation de prouver ses arguments.

(h) L'accusé : l'accusé devrait être obligé de révéler ses moyens de défense à un degré considérable de spécificité avant la date de l'accusation. Les juges devraient limiter le contre-interrogatoire aux questions pertinentes. Ceci permettra d'économiser un temps qui serait mieux utilisé pour l'audition de plus d'éléments de preuve.

(i) À condition d'être fixées sur une base bien informée, les limites de temps imposées par les juges peuvent s'avérer un outil précieux pour assurer des procès diligents et ciblés. Elles peuvent imposer une saine discipline à l'accusation. Cependant, la perception (par les avocats publics et autres) dans l'affaire Milosevic que les limites de temps sont arbitraires et injustes envers l'accusation sera récurrente, soit que le désir des juges d'une économie de procès apparaisse comme un désir d'accélérer à tout prix, soit que les juges soient perçus en conséquence comme préparés à rendre des décisions sur la base d'un strict minimum de d'éléments de preuve. Les juges qui désirent imposer des limites de temps devraient être

considérés comme désireux de disposer d'autant de matériel que possible sur lequel travailler, réalisant cet objectif par les voies appropriées de collecte des éléments de preuve sous une forme condensée (écrite lorsque approprié).